

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 623 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI 7
MAI 1976

Belgique : 15 FB • Suisse : 1 FS

3 mois après le début du mouvement, la coordination nationale étudiante s'est réunie à Lyon.

LA GRÈVE RENOUVELÉE

Lyon, de notre envoyé spécial Joseph Krasny.

Indiscutablement, l'ambiance n'est pas celle d'une grève qui débute. Pas d'applaudissements pour donner le rythme, pas d'interventions fébriles pour appeler à la généralisation de la colère étudiante. La coordination nationale des facultés qui s'est tenue à Lyon, le soir du 5 mai et le 6 mai, jusqu'à une heure avancée de la nuit, correspond à une phase différente. Alors que la grève a déjà trois mois d'existence, après avoir cherché son extension aux enseignants par la grève générale, après avoir appelé les syndicats à descendre dans l'arène à leurs côtés, près de 250 délégués représentant 75 facultés font le point. Des discussions qui pourraient sembler hermétiques ou abstraites à celui qui y assisterait par hasard. En fait, un débat sérieux, où les interventions se répondent, où les arguments se rencontrent, à l'inverse des habitudes prises lors des précédentes coordinations.

Dès les premiers instants, mercredi, vers 17 h 30, la preuve était faite que, malgré quelques cas de reprise, la grève continuait dans les principaux centres universitaires. Une grève suspendue aux

décisions concrètes de la coordination. D'où l'ordre du jour proposé par le collectif national : d'abord son propre bilan, ensuite un tour des régions, puis un débat général sur les perspectives incluant la question des examens et des mots d'ordre.

Avant que l'on entre dans le vif du sujet, intervient un représentant du SGEN-CFDT. Il reprend le texte distribué aux délégués par ce syndicat, affirmant que le « secrétariat d'Etat n'a concédé aucun recul », et appelant les enseignants à refuser « de reprendre les enseignements tant que les étudiants reconduisent leur mot d'ordre de grève. Ce sera le seul salut extérieur avec celui de l'Association nationale des assistants en sciences économiques et juridiques, et, le lendemain, celui de l'UD-CFDT. Cette dernière communique un message de solidarité de la Confédération elle-même, souhaitant notamment « que les travaux de la coordination débouchent sur des propositions permettant d'entamer des discussions avec le secrétariat d'Etat sur le second cycle et, plus largement, allant dans le sens d'une transformation fondamentale du système universitaire ». Puis un vote préalable est proposé par Clermont-Ferrand : l'exclusion de la

coordination de l'UNEF qui est en effet présente, accepte le cadre du débat, intervenant et présentant des motions. Une proposition repoussée par la majorité. L'UNEF d'ailleurs est à l'évidence minoritaire, patageant et empêtrée dans une passe difficile après la dénonciation pratiquement générale de son appel plus ou moins voilé à la reprise des cours.

Le débat général vient ensuite, interrompu durant la nuit. Il continuait hier encore à 18 h. Deux points essentiels étaient à cette heure apparus. D'abord le bilan de la politique du mouvement étudiant envers les directions syndicales. Second débat : les examens. L'UNEF a proposé une motion à ce sujet. On y parle de « révisions », de « choix libre entre contrôle continu et examen terminal ». Une simple pleurerie ! Alors que la majorité des délégués sont mandatés en vue d'objectifs bien plus offensifs : pas de rattrapage, préparation collective, élaboration des modalités avec les enseignants. Concrétisant ces propositions, certains délégués ont proposé que soit exigée une semaine nationale de passage des épreuves, et qu'un collectif soit mandaté pour aller porter au secrétariat d'Etat l'ensemble de ces revendications.

LIRE PAGE 5

Face à la faillite de la démocratie chrétienne italienne.

LE PATRONAT DANS L'ARENE

Agnelli invite les patrons à se présenter aux élections

LIRE PAGE 2

Ce numéro de Rouge a été illustré par l'équipe du journal L'Antirouille, un journal qui « n'est pas contre les vieux, mais qui est contre ce qui les fait vieillir » et à laquelle nous avons laissé carte blanche aujourd'hui.

Un peu de repos pour nos dessinateurs quotidiens, et peut-être le début d'une tribune libre des dessinateurs, parce que le dessin n'est pas qu'un bouche trou ou un faire-valoir. Avis aux critiques et amateurs, individus et journaux.

L'Antirouille, diffusé par les NMPP, 15 rue Klock, 92110, Clichy

JEUX DE MAINS



histoire vraie de faux (et de vrais) flics...

L'enregistrement de l'émission de Philippe Bouvard, dix de der se passait hier en début d'après-midi place des Abbesses dans le 18ème.

Une manifestation dont tous les figurants étaient des jeunes chevelus, faux étudiants, caricatures de militants féministe se forma avec des slogans du genre : « Bigeard, sous l'uniforme tu restes un travailleur ». Un petit vieux qui sortait prendre le soleil s'est vu fourrer entre les bras une pancarte « du caviar pour tout le monde ». Accosté par un faux flic qui lui demande ses papiers (il obtempère), et une « manifestante » qui lui dit : « viens tonton, on va à la manif », effrayé, il prend la fuite, puis, comprenant enfin la farce, et qu'on le filme, ébauche une protestation...

Les passants se regroupent, indignés contre les faux flics, contre cette fausse manif, et ce faux incident qui flattent tous les préjugés les plus réactionnaires des téléspectateurs. L'un d'entre eux propose aux techniciens de les filmer eux aussi, puisqu'ils filment et ridiculisent les gens à leur insu. Son appareil est brisé par l'équipe de TV, on lui casse la gueule.

Sur ce, TF1 file à l'anglaise, car les vrais flics arrivent. Et que croyez-vous qu'ils ont fait

Ils ont demandé son identité au petit vieux !

Entretien avec Felipe Gonzales, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol

C'est au congrès de Toulouse de 1972 que les militants de l'intérieur du PSOE l'emportèrent sur la direction conservatrice de Rodolfo Lopis, sorte de Guy Mollet espagnol, en exil depuis la guerre civile. Ils portaient au secrétariat général Felipe Gonzales, jeune avocat né en 1942 qui avait adhéré en 1963 au PSOE alors qu'il était étudiant en Droit, et représentait la tendance « marxiste » du parti.

Le PSOE avait critiqué le Parti communiste lors de

la formation de la Junte démocratique, en lui reprochant notamment de s'allier avec des secteurs de la bourgeoisie et d'abandonner le droit à l'autodétermination pour les nationalités. Depuis, le PSOE n'a cependant pas hésité à fonder un second rassemblement d'opposition, la Plateforme de convergence démocratique, avec une aile de la démocratie chrétienne. En mars 1976, la Junte et la Convergence devaient se regrouper au sein de la Coordination démocratique.

« Il faut mener une politique d'exacerbation des contradictions au sein du pouvoir »

• Comment le PSOE apprécie-t-il le discours prononcé le 29 avril par Arias Navarro qui annonce un référendum pour le mois d'octobre et des élections aux Cortes pour le début de l'année 1977 ?

Le seul aspect positif de ce discours sqa référence qui y est faite à une prochaine consultation populaire, par le biais d'un référendum et la convocation possible d'élections pour la chambre basse. Sinon ce discours est très négatif. C'est un discours typique de la période antérieure, typiquement dictatorial. On tente comme toujours de rendre la classe travailleuse responsable de la crise économique qui sévit dans le pays.

A notre avis, la question du référendum contient plusieurs traquenards pour l'opposition. Premier traquenard : le référendum

propose un système bicaméral, où la chambre haute aura les mêmes pouvoirs que la chambre basse. En clair cela signifie que la chambre haute pourra exercer un veto sur les projets de loi issus de la chambre basse. De plus, la chambre basse n'aura pas le pouvoir de désigner le gouvernement et l'exécutif. Dès lors, l'alternative proposée par le référendum se résoud entre le non, qui est un appui à la politique immobiliste du bunker et un oui qui ne pourrait être interprété que comme un soutien aux réformistes qui tentent de modifier les apparences du régime sans en bouleverser les fondements. Qui plus est, le référendum mêle deux problèmes qui n'ont rien à voir entre eux, celui du bicaméralisme et celui de la monarchie, puisque l'une des questions porte sur l'acceptation ou non de la loi de succession. Ces tra-

quenards placent l'opposition dans la situation inéluctable de prôner l'abstention.

De plus pour ce référendum il y a des conditions préalables qui ne sont pas remplies, et je doute qu'elles le soient : la liberté pour tous les partis politiques sans exception ; la pleine liberté d'expression pour tous les groupes politiques, surtout dans l'utilisation des mass-média comme la télévision. Un auhréalable que nous posons est la possibilité de contrôler le recensement électoral, les conditions d'exercice du droit de vote, le nombre des électeurs inscrits. Nous voulons aussi avoir des garanties sur le contrôle du déroulement du scrutin et le dépouillement des votes. Sinon le référendum ne peut avoir aucune crédibilité démocratique.

SUITE PAGE 12

italie

LA CAMPAGNE

ELECTORALE EST LANCEE

- La Démocratie-chrétienne rameute « les vieilles gloires ».
- Le PCI en appelle aux chefs d'entreprises, aux catholiques... et aux femmes

La bataille a commencé pour la formation des listes électorales au sein de la Démocratie Chrétienne. Alors que les « progressistes » voudraient renouveler le visage du Parti en présentant des candidats peu connus, les conservateurs avec Fanfani à leur tête lancent la bataille pour que toutes les « vieilles gloires » de la DC soient sur les listes.

Le PCI, quant à lui, fait également un effort spécial pour former ses listes. Tout d'abord il offre ses listes à des représentantes des groupes féministes : Dacia Maraini et Elena Gianini Belotti (auteur de « Du côté des petites filles ») ont accepté. Mais le PCI a aussi lancé un appel aux « chefs d'entreprises et aux catholiques », pour qu'ils se présentent sur les listes communistes.



Agnelli propose aux industriels d'entrer dans la bagarre électorale

LES PATRONS DANS L'ARENE

De notre correspondant, Edgardo Pelligrini
Milan, le 6 avril

Gianni Agnelli, patron de la FIAT, sera-t-il candidat aux élections pour le Parti républicain ? Ceci dépendra de la décision prise par une série d'autres industriels, parmi les plus importants d'Italie, à l'issue de la réunion de l'organisation patronale lombarde.

Agnelli subordonnerait en effet sa propre candidature à une opération de plus grande envergure : mécontents de la gestion des politiciens, les patrons italiens devraient descendre directement dans l'arène. Ceci représenterait un tournant sans précédent dans l'histoire italienne et montrerait comment les patrons entendent affronter le problème de l'Etat dans la crise actuelle du capitalisme européen.

Quant l'Etat, comme en Italie, devient peu fonctionnel pour la défense des intérêts des capitalistes, pourquoi les patrons continueraient-ils à tolérer son parasitisme ? Gianni Agnelli l'a dit clairement : En Italie la crise de régime est déterminée par « des gestionnaires du pouvoir qui, au lieu de faire face aux problèmes et de les résoudre dans l'ordre et l'efficacité, ont jugé plus utile de se payer une clientèle, pour se gagner les votes, et de créer, à travers des privilèges légaux et des favoritismes, une nouvelle classe dominante fondamentalement parasitaire et liée à leurs faveurs ».

Le président de la FIAT ajoute : « Le temps des délégations est terminé. Nous ne pouvons plus assister en tant qu'observateurs aux événements cruciaux du pays ».

Il a fait allusion à Bruno Visentini, le premier exemple d'un personnage qui passe avec désinvolture du poste de Président des Industriels à celui de Ministre des Finances.

Abordant la question du programme, Agnelli a opposé à l'eurocommunisme de Berlinguer, l'eurocapitalisme. Mais il n'a pas dit mot contre le compromis historique. En réalité si les élections ne donnaient pas (même à quelques points près) les 51 % à la gauche, comment le PCI pourrait-il réaliser le compromis historique avec une Démocratie-Chrétienne divisée et qui n'est plus totalement représentative de la bourgeoisie italienne, ou en tout cas de ses secteurs décisifs ? Vraisemblablement la droite démocrate-chrétienne tenterait de former un nouveau parti catholique profondément conservateur. Et le compromis historique serait alors réalisé avec les ailes les moins significatives de la bourgeoisie.

Berlinguer arriverait à collaborer avec une partie des catholiques, mais non pas avec le cœur de la bourgeoisie comme le prévoit son programme.

La présence des principaux industriels au Parlement changerait beaucoup de choses. Agnelli semble s'orienter vers le Parti Républicain (de Ugo La Malfa), c'est-à-dire du parti qui a toujours manifesté son obéissance aux secteurs les plus « avancés » du capitalisme italien et qui pourrait représenter un cheval de rechange temporaire. Dans ce sens vont aussi les bruits qui courent sur l'éventuel présentation sur les listes du Parti Républicain de Guido Carli, l'ex-directeur de la Banque d'Italie.

Il ne faut pas oublier que c'est le Parti Républicain qui a proposé au cours de ces derniers mois à la DC un gouvernement d'urgence appuyé sur le PCI.

Il n'est pas encore dit que ce choix des industriels de se lancer directement dans l'arène politique soit réalisé. En effet, renoncer à l'apparente « neutralité » et autonomie des partis et de l'Etat n'est pas une décision que l'on prend à la légère.

Confrontée à la profonde crise de ses institutions, et en premier lieu de ses appareils répressifs (service secrets laminés par les dissensions et les scandales, mouvement démocratique des soldats et sous-officiers très fort dans l'armée, formation d'un syndicat démocratique dans la police, etc.), la bourgeoisie italienne cherche à gagner du temps. Elle compte pour cela sur l'appui des partis réformistes : soit par la collaboration soit par le dialogue. Cela dépendra du résultat des élections de juin.

Tel est le sens de l'opération d'Agnelli. Il s'agit maintenant de voir si les autres industriels s'aligneront ; si la DC acceptera qu'on passe par-dessus sa tête et comment elle réagira ; et surtout comment l'éventualité d'un compromis, qu'on ne pourra plus présenter comme « la rencontre avec les masses catholiques », mais qui se résumerait à une pure collaboration de classe, sera digérée par la classe ouvrière et, avant tout par la base du PCI.

LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE OU L'USURE DU POUVOIR Anna Libéra

2/ L'investissement du pouvoir et le clientélisme.

« Depuis 1944, entre nous et la DC, s'est fait établi une sorte de pacte non écrit, selon lequel, tandis que le PCI garantissait le pays contre les dangers, non négligeables, d'une guerre civile et d'une coupure en deux, et également contre toute interférence de l'Est, la DC s'engageait à empêcher son insertion rigide dans la sphère d'influence occidentale » explique le dirigeant communiste Amendola.

Si le PCI a rempli sa part du pacte (en démobilisant les travailleurs au lendemain de la guerre), la DC a montré très vite la fonction qu'il pouvait avoir pour elle : la reconstruction du capitalisme italien et son insertion totale dans l'ère capitaliste occidentale.

Un « inter-classisme » basé sur l'opposition de classe.

Le pseudo inter-classisme de la DC fit long feu devant les exigences de la relance du profit. Il fallait isoler le PCI et le PSI pour diviser la classe ouvrière (la scission syndicale de 1948 allait dans ce sens) et freiner le plus possible l'application concrète des réformes prévues par la constitution républicaine. Après l'éviction du PS et du PC du gouvernement, la DC, alliée aux partis centristes mineurs (républicains, libéral, social-démocrate) mena une politique conservatrice. A l'ordre du jour, selon De Gasperi, est « la lutte pour la réduction des coûts de la production, et une meilleure efficacité productive ». En d'autres termes : baisser les salaires et rendre plus strictes les conditions et les rythmes de travail.

Le pays était confronté à de profonds changements socio-économiques. Coupé en deux par la guerre, le pays devait, pour la bourgeoisie industrielle, le rester économiquement afin de permettre le développement industriel du nord. L'expansion économique, qui bénéficia au départ de l'aide américaine, se développa de façon totalement anarchique. Les industriels profitèrent de la protection douanière et d'une main d'œuvre extrêmement bon marché pour investir à partir d'un seul critère : la recherche du profit maximum. Toutes les mesures économiques prises à cette époque par le gouvernement ne visaient pas à orienter les investissements, mais à les encourager.

A ce développement économique anarchique correspondait l'absence de toute orientation politique cohérente

qui apparaît clairement si l'on tente de suivre les zigzags de la politique démocrate-chrétienne entre le conservatisme rigide, le centrisme éclairé ou l'ouverture aux socialistes. Ce « miracle économique », qui n'était miraculeux que pour certains, suscita de fortes oppositions qui se traduisirent électoralement par une montée du Parti communiste. Il fallait donc isoler ce dernier. « La rencontre entre la DC et le PSI n'est pas liée à l'attitude de ce parti, mais à son caractère représentatif du monde du travail », explique Gronchi dès 1954. Il reconnaissait par là l'incapacité de la DC « inter-classiste » à canaliser les masses populaires et la nécessité de faire appel, pour cela, aux partis ouvriers. Cette réalité devait être difficile à admettre pour la DC dans son ensemble, et il fallut pas moins de dix ans avant la formation d'un gouvernement avec les socialistes, en 1963, sous la pression de la situation économique.

Etre partout et acheter ses appuis.

Avant de faire entrer les Socialistes dans l'ère du pouvoir et la partager avec eux, il fallait forcer une rupture entre le PS et le PCI. En effet, le gâteau que s'était construit la Démocratie-chrétienne était gros, et il ne fallait pas d'étrangers dans la maison.

Dans un premier temps, elle s'était attachée à remplacer partout le personnel irrité du fascisme par des démocrates-chrétiens. Toutes les grandes charges de l'administration, la magistrature, l'armée, les services secrets, la police, les mass-média, passèrent aux mains d'hommes du parti. Le contrôle de ces institutions s'effectua donc directement par la DC et non pas par les organes élus de l'Etat « démocratique ».

Il est de coutume aussi que les anciens dirigeants des jeunesses de la DC qui ne font pas carrière au Parlement se retrouvent à la tête des différents services de la RAI-TV (télévision nationale).

Cette prise en main des leviers de l'appareil d'Etat se doubla de la prise de contrôle de tous les postes des organismes d'Etat et des industries nationalisées.

Ainsi les banques nationalisées, l'Institut pour la Reconstruction Industrielle (IRI), l'ENEL, l'ENI, l'ENIT, la Caisse pour le Mezzogiorno, la Montedison

Fondée à l'ombre du vatican, la Démocratie-chrétienne se voulait un parti capable de regrouper la bourgeoisie conservatrice, la bourgeoisie démocratique et les masses populaires catholiques, grâce à son « interclassisme » populiste. Mais tout cela dans un seul but : assurer la continuité de l'Etat au lendemain de la chute du fascisme et permettre la reconstruction capitaliste. (voir Rouge du 6 mai).



La Démocratie-Chrétienne dans la rue (Photo A. Mordenti)

(pétrochimie), etc..., tous les leviers publics sont entre les mains de démocrates-chrétiens.

Une classe bourgeoise parasitaire allait se former ; se nourrissant des fonds publics et de revenus de l'Etat dans des proportions qui allaient apparaître en plein jour quand éclateront les grands scandales des années 70. Non pas que des scandales de ce type n'existaient pas avant : mais la « solidarité » de classe était totale et c'était l'exception quand un scandale éclatait (par exemple en 1965, l'ex-ministre Trabucchi était accusé d'avoir concédé illégalement des licences d'importations pour le tabac étranger).

C'est sur la base de ces prébendes que le Parti et ses différentes fractions se construisirent une clientèle électorale. En fournissant des marchandises, en garantissant des commandes, en utilisant leurs responsabilités au niveau gouvernemental ou local, les démocrates-chrétiens construisirent tout un échafaudage politico-économique qui acquerra sa propre logique.

Et c'est ainsi qu'il faut comprendre les luttes intestines qui se déroulent au sein de la DC. Si la DC a toujours oscillé entre les choix politiques à droite ou à gauche, cela est dû à son

caractère composite. Les luttes intestines s'expliquent, elles, par les oppositions entre les intérêts différents sur lesquels s'appuient et qui appuient les diverses fractions du parti.

Pendant toute cette période, la DC traitait également directement avec la Confindustria (association du patronat privé) qui était dirigé par des catholiques conservateurs. Mais la crise éclata quand Agnelli, patron de la FIAT, décida de prendre directement en main les affaires du patronat privé.

C'était le signe pré-annonciateur des événements qui se précisaient maintenant. DE même les liens que la DC entretenait avec les masses, différenciés selon qu'elle s'adressait à la petite bourgeoisie du nord ou aux paysans du sud, allaient entrer en crise quand les grands bouleversements sociaux à la fin des années 60 allaient « unifier » le tissu social du pays. Enfin, la crise des institutions, contre coup de la puissante montée ouvrière de ces huit dernières années, allait former le troisième élément de la crise sans précédent de la Démocratie-chrétienne.

Demain : Plus dure sera la chute.

CNUCED LE JAMBOREE DU TIERS MONDE COMMENCE

La 4^e session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) vient de commencer en présence de 3000 représentants de 153 pays

Ses travaux dont le but est unanimement présenté comme étant « l'élaboration

d'un nouvel ordre économique mondial ». Plus simplement, il va s'agir d'une renégociation des termes de l'échange entre « pays riches » et « pays pauvres » et de manière concrète de s'accorder sur les taux d'intérêts que chacun espère tirer du marché mondial (cf Rouge n° 43).

Le problème demeure cependant sur la finalité d'un tel objectif. Selon le discours d'ouverture de la conférence, ses trois grands axes de débats porteront sur :

- Un accord international pour un transfert de technologie des pays industrialisés en direction des pays en voie de développement.

- Une aide extérieure pour accroître les échanges commerciaux entre pays en voie de développement.

- Un code des matières premières pour contrôler les fluctuations des cours sur les marchés.

Comme on le voit, des revendications qui interrogent les mécanismes du marché international sous le coupe de l'impérialisme, lequel fonctionne de manière discriminatoire envers les pays sous-développés. Mais le réquisitoire demeure constat. Il ne questionne en aucune manière le système mondial impérialiste en tant que tel. Et pour cause, la majorité des pays qui revendiquent une participation plus importante aux bénéfices du marché (notamment les pays arabes), de part la nature bourgeoise de leurs Etats, n'ambitionnent nullement de mettre à bas un tel état de fait. Face à la montée des luttes sociales dans leurs pays respectifs, ils réclament aux pays dominants des moyens économiques plus importants pour y faire face.

C'est bien ainsi que l'entendent les bourgeoisies des pays capitalistes avancés. L'évolution récente de l'Afrique leur ont montré quels risques il y avait à ne pas lâcher du lest, d'autant plus que le développement, dans le tiers monde, de bourgeoisies autochtones offre la possibilité future d'un marché lucratif (biens d'équipement, écoulement de biens ménagers, vente d'infrastructures). Le discours fleuve prononcé par Kissinger épouse cette perspective. Il a proposé un vaste programme de développement entre les hémisphères nord et sud. Un programme qui comprend d'une part une série de propositions concernant les problèmes des produits de base et d'autre part, des mesures visant à

améliorer l'application de la technologie moderne aux besoins des pays en voie de développement.

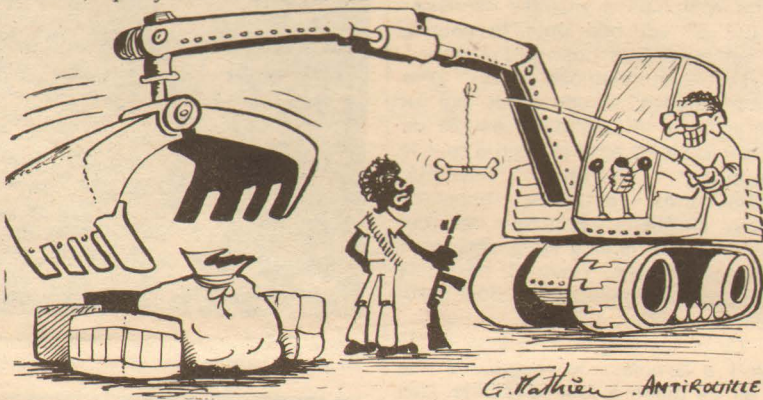
A l'évidence, les Etats Unis entendent refuser toute idée allant à l'encontre d'une économie de marché selon leurs vues.

Point d'achoppement illustrant particulièrement les divergences entre les Etats Unis, les pays de la Communauté Européenne (CEE) et les pays du tiers monde (notamment le groupe dit « des 77 ») : celui des matières premières. Pour les « 77 », il s'agit, face aux fluctuations des cours, de mettre en place des mécanismes régulateurs (banques de financement, stocks compensateur, etc...) pour dix produits : sucre, café, cacao, cuivre, thé, jute, coton, caoutchouc, sisal. Pour les Etats Unis, ils ne saurait être question d'un accord global pour tous ces produits. Et pour cause, puisque c'est eux qui déterminent en grande partie le jeu de l'offre et de la demande, qui jouent des cours en

bourse, etc... Ils s'opposent aussi totalement à toute idée d'organisme de financement qui ne dépendrait pas, soit du Fonds Monétaire International, soit de la Banque Mondiale, dans lesquels ils sont évidemment hégémoniques. Côté pays européens, c'est le pessimisme. Les velléités qu'ils ont eu d'adopter une attitude commune à la Conférence sur ces problèmes se sont évanouies en fumée. Un état de fait qui révèle qu'à l'heure de la course au profit, la concurrence inter-capitaliste reste plus forte que toutes les rodomontades sur la solidarité européennes.

On voit mal, même si certains accords pourront sembler comme positifs pour les pays du tiers monde, ce qui pourra, à l'issue de cette conférence, nous dissuader que la CNUCED représente autre chose qu'une gigantesque rencontre de la charité concédée par l'impérialisme aux pays « pauvres » et un réajustement des conditions de leur dépendance.

F. Tenaille



GRANDE-BRETAGNE

25% d'inflation,
4,5% d'augmentation
salariale

LE PRIX DE LA COLLABORATION DE CLASSE

Le gouvernement travailliste et les dirigeants des syndicats britanniques sont parvenus à un accord sur la limitation des augmentations salariales, limitant les augmentations de salaires à 4,5 % en moyenne pendant l'année commençant le 1^{er} Août.

Ce nouveau contrat social, négocié depuis un mois entre le gouvernement Callaghan et les dirigeants du Trade-Union Congress (TUC) a été approuvé au sein du Conseil général des syndicats britanniques (qui représente tous les syndicats affiliés au TUC) par 25 voix contre 5. Mais il doit encore être ratifié par un congrès spécial des syndicats qui se tiendra à Londres le 16 juin.

Certes l'accord obtenu est moins rigoureux que ce que proposait ori-

ginalement le chancelier de l'échiquier, M. Denis Healey. Dans le but de réduire de moitié le taux d'inflation pendant l'année à venir, le nouveau gouvernement travailliste proposait en effet de limiter les augmentations de salaires à trois pour cent en échange d'une réduction des impôts pour les revenus bas et moyens.

Il n'en reste pas moins qu'il s'agit, de la part des dirigeants syndicaux britanniques, d'une véritable abdication si l'on considère que l'inflation a atteint cette année près de 25 % et que la Grande-Bretagne compte aujourd'hui près de 2 millions de chômeurs réels. Si tous les principaux dirigeants syndicaux, et en particulier M. Lenn Murray, secrétaire général du TUC ont donné tout leur appui à la politique

« anti-inflationniste » du gouvernement Callaghan, une grande partie de la base proclame haut et fort son opposition à une politique de collaboration de classe qui, bien entendu, se fait avant tout sur le dos de la classe ouvrière.

Ainsi, les mineurs du sud du Pays de Galles qui étaient réunis mercredi en congrès ont répondu à l'accord de Londres en adoptant une motion réclamant une augmentation de salaires de plus de 30 % et dénonçant toute politique de limitation des salaires, tandis que d'autres dirigeants syndicaux déplorait que le gouvernement n'ait toujours pas pris de mesures de contrôle des importations pour protéger l'emploi en Grande-Bretagne.

S.B.

GRECE

Plusieurs milliers de personnes aux obsèques de Panagoulis

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont suivi mercredi après-midi le convoi funèbre amportant la dépouille d'Alekos Panagoulis de la cathédrale au grand cimetière de marbre d'Athènes.

En tête de cortège, aux côtés de la famille, un représentant du gouvernement, le président de la chambre et de nombreux députés ainsi que le président de la chambre des députés italienne.

Des centaines de couronnes de fleurs, parmi lesquelles prédominaient les œillets rouges, avaient été déposées autour de la cathédrale. A la demande de la famille il n'y a pas eu de discours mais la foule a repris de nombreux slogans invitant le peuple à lutter contre « le nouveau terrorisme ». De nombreux mots d'ordre qualifiaient le ministre de la défense, Evangelos Averof de fasciste et demandaient sa démission. La veille de son accident mortel Alekos Panagoulis avait en effet eu un échange de propos injurieux avec le ministre de la défense à propos de l'épuration incomplète au sein des forces armées. Si bien que l'éventualité d'un attentat avait été la première hypothèse retenue.

IRLANDE

L'ETE SERA CHAUD

• Le retrait partiel des troupes britanniques illustre l'échec militaire mais laisse la place aux milieux loyalistes

Pendant le week-end du 1^{er} mai, 120 hommes du King's Own Scottish Regiment ont été retirés de Belfast-est, c'est à dire des quartiers protestants.

Dans les 15 jours à venir, 500 hommes doivent être encore retirés mais cette fois ci dans la zone ouest, autrement dit à majorité catholique.

Bien que ce retrait ait suscité déjà de violentes réactions de la part des leaders loyalistes, il ne s'agit pas d'un retrait définitif. Pour Belfast-Ouest,

cela représente un régiment sur cinq.

Selon Merlyn Rees, secrétaire d'état britannique en Irlande du Nord, il s'agit d'une opération de remplacement et de redéploiement des troupes. En effet les troupes britanniques seront remplacées par la Royal Ulster Constabulary, police armée et l'Ulster Defense Regiment, officiellement régiment autonome d'Ulster. De fait ces deux forces, les catholiques en ont fait les frais depuis déjà 7 ans de lutte, sont abondamment infiltrés par les groupes para-militaires loyalistes protestants.

Le 2^e bataillon de l'UDR, des unités spéciales anti-guerilla qui doit avec la police militaire patrouiller dans les ghettos catholiques, s'entraîne aujourd'hui à Cambria en Angleterre. Ce sont des cadres SAS, des unités spéciales anti-guerilla qui assurent leur entraînement.

Rees a, par ailleurs, assuré qu'il n'y aurait pas de changement en ce qui concerne le bouclage des frontières, surtout dans le South-Armagh, par les SAS. « Au contraire, il y aura un renforcement important des forces de sécurité sur les frontières. »

Le journal de l'IRA à Belfast, « Republican News », dans un communiqué, le week-end dernier, commentait ainsi ce tournant : « Il est clair que le gouvernement britannique a

déçu tous ses espoirs d'obtenir une victoire militaire. A présent, il va accélérer le retrait de ses troupes et laisser les milices loyalistes continuer à leur place. Nous sommes prêts à faire face à cette éventualité. L'été sera chaud pour les RUC ».

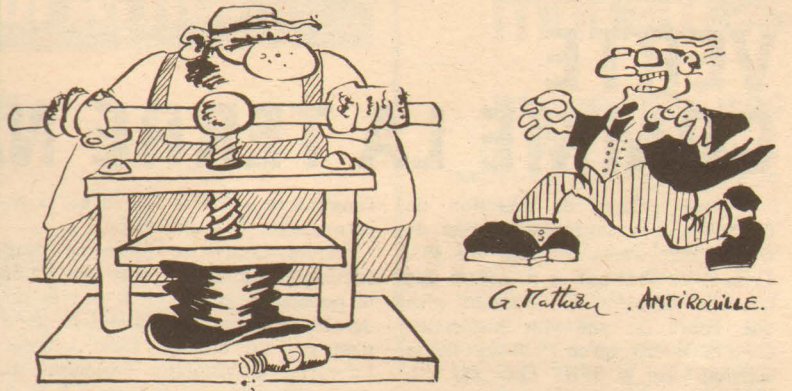
Rien n'indique pourtant que ceci est un tournant stratégique des britanniques. Pour Callaghan, il s'agit d'une part de donner l'impression qu'il a l'initiative politique en Irlande, contrairement à Wilson qu'il remplace ; d'autre part de faire un test en étudiant

sur Belfast, ville cobaye, ce qui se passerait dans tout le Nord si les britanniques retiraient leurs 15 000 hommes. Equilibre dangereux, il doit se garder à droite des loyalistes comme Craig et Paisley, à gauche dans son parti travailliste. Et puis, il reste une inconnue : le degré de résistance dont sont capables les masses dans les ghettos nationalistes, et les organisations d'avant-garde, l'IRA, le Irish Republican Socialist Party et les autres groupes révolutionnaires.

Ruairi O Conaile



ALLEMAGNE



REPRISE DE LA GREVE GENERALE DES OUVRIERS DU LIVRE

La grève générale des ouvriers de la presse allemande, qui avait débuté la semaine dernière et avait cessé lundi à l'appel du Syndicat du Livre (IG Druck und Papier), en vue de l'ouverture de négociations avec le patronat de la presse, a repris hier matin, après l'échec des négociations.

A l'origine, la revendication syndicale portait sur une augmentation de salaire de 9 %, le patronat, lui, ne concédait que 5,4 %. Mardi, après le marchandage, les positions des « partenaires » s'étaient rapprochées : le syndicat était prêt à descendre au-dessous de 7 %, quant au patronat il ne concédait que 5,9 %.

Mais si la grève a repris, c'est surtout à cause de la grande combativité des ouvriers que les recules syndicaux n'avaient pas réussi à démobiliser. Mercredi soir, les ouvriers de plusieurs imprimeries cessaient spontanément le travail, à l'annonce de l'échec des négociations, sans même attendre les consignes. C'est ce qui s'est passé à l'imprimerie

d'Esslingen, l'une des plus grande d'Allemagne, où s'imprime entre autre le Bild Zeitung, sorte de Parisien Libéré appartenant au trust Springer.

Cette grève, la plus longue de l'histoire de la presse allemande, inquiète fortement le patronat. Les patrons de presse ont déjà perdu une somme qui, à elle seule, aurait permis de satisfaire les revendications, et certains sont prêts à des négociations séparées (le renouvellement des conventions salariales se faisant au niveau national), rompant ainsi la discipline patronale. Mais c'est le patronat dans son ensemble qui est aujourd'hui inquiet, car le mouvement risque de s'étendre aux autres branches qui n'ont obtenu que 5,4 % d'augmentation et, en particulier la Chimie où le renouvellement de la convention doit intervenir bientôt. A quelques mois des élections législatives, la paix sociale risque d'en prendre un sacré coup et d'avoir des répercussions politiques importantes.

La campagne du PCF à Tours

VERTE COMME LA TERRE NATIONALE

L'échec cuisant de l'élection de Chatellerault a visiblement laissé de nombreuses traces au sein du PC. Celui-ci ne peut pas se permettre une nouvelle déconvenue. D'autant plus que Tours est une ville historique. C'est là en effet, qu'en 1920 s'est fait la scission avec la SFIO. Qui plus est, Saint-Pierre des Corps, banlieue ouvrière de Tours, a été la première municipalité à être gagnée par le PC.

A ces considérations, s'ajoute la nouvelle ligne adoptée lors de son 22^e congrès. Cela donne une « campagne à

l'américaine ». Pierre Juquin est là en permanence, il dirige tout.

Juquin caractérise lui-même cette campagne comme une rencontre entre la population et les idées neuves du dernier congrès. Le candidat présenté n'est pas un ouvrier. C'est Vincent Labeyrie, universitaire écologiste. Il symbolise « l'union de l'intellectuel et de l'ouvrier ».

Le PC a fait une immense campagne d'explication politique par un porte à porte systématique. Un questionnaire est distribué à la population : « Etes-

vous sûr de bien connaître la politique des communistes français ? Grâce à 8 questions, dont une question subsidiaire sur la dictature du prolétariat, vous pouvez faire les tests.

Cependant, ce n'est pas sans poser des problèmes : le PC a dû en effet, remanier une bonne partie de l'ancienne direction de la fédération locale. La vieille garde ouvrière de Saint-Pierre des Corps est plus que sceptique quand à la nouvelle ligne. Roland Leroy va s'y rendre deux fois pour tenter d'arrondir les angles.

NOUS SOMMES
POUR UNE FRANCE
PROPRE ET DÉBARASSÉE
DE
L'IMMORALITÉ



Quel est l'homme politique qui, à Tours, a prononcé cette merveilleuse phrase ? Royer ? Non, Marchais lors du meeting électoral du PC le 5 mai.

Cela donne le ton d'une réunion où tout a été fait pour montrer que le PC avait changé depuis son 22^e congrès. Le fond de la salle était revêtu d'une immense tenture verte surmontée de 30 drapeaux tricolores en regard de 6 petits drapeaux rouges. Pour ceux, sans doute, qui ont la nostalgie de la dictature du prolétariat.

Tout au long du meeting, Marchais a présenté le PC comme le

meilleur défenseur de la France. Seule l'application du programme commun pourra sortir la France de la crise. Seul le PC garantirait la

France du bradage de ses richesses nationales. Mais pour cela Marchais expliquera que voter une fois de temps en temps, ne suffit pas : il faut aussi lutter. Mais non pas lutter pour sortir tout de suite le gouvernement, loin de là. Lutter simplement pour préserver le patrimoine historique de la France. Et comme le dira Marchais à maintes reprises : « Ce qui est bon pour le peuple, c'est aussi bon pour la France ».

Les interventions les plus intéressantes, furent celles qui se rattachaient à l'union du peuple de France. Le PC tend la main à tout le monde : ouvriers, paysans, démocrates, patriotes, honnêtes gens, chrétiens... Bref tous ceux qui veulent une France libre, propre et indépendante ». Donc il ne reste qu'une solution, voter PC pour sortir de la chienlit.

Cette campagne new look où le vert a remplacé le rouge, n'a pas l'air de plaire à tout le monde. Une centaine de contestataires, noyés dans le public, ont montré une vive hostilité aux positions sur la pornographie et la main tendue aux chrétiens.

François Gaillard

CORSE

ETAT DE SIEGE APRES LES EXPLOSIONS

Après les 16 attentats de la nuit du 4 au 5 mai, la Corse a connu à nouveau, trois nouvelles explosions jeudi matin. L'une d'entre elles a endommagé la villa d'un directeur de société au Dahomey. Visiblement, le tout nouveau groupe clandestin, le Front de Libération Nationale choisit très soigneusement ses objectifs. Chacun d'entre eux représente, aux yeux des insulaires le symbole de puissances financières qui pillent les richesses de la Corse. Les attentats ont rencontré dans la population, sans nul doute, un accueil favorable. Mais, ici, on reste dans l'expectative. Est-ce que les explosions ne sont qu'une publicité, destinée à faire apparaître un mouvement éphémère ou préfigurent-elles une action à long terme. Le manifeste du FLN, déposé dans plusieurs boîtes à lettres de Bastia et de villages

marque une radicalisation du mouvement clandestin corse. Il se prononce pour une réforme agraire, la suppression de toute forme d'exploitation et l'instauration d'un pouvoir populaire démocratique. Enfin, il préconise « la lutte de libération nationale ». On peut avoir des doutes quant à l'efficacité des moyens employés par le FLN mais on ne peut en avoir sur la sincérité qui anime ses militants. En ce sens, si, par malheur, l'un d'entre eux tombait entre les mains de la police, il serait de notre devoir de le défendre et nous le ferons.

L'apparition du FLN pose, aujourd'hui, aux principaux mouvements autonomistes la question de l'après procès de Siméoni. Si ce dernier est condamné, la réaction sera violente. L'APC devra alors soit se mettre à la tête du mouvement de colère et prendre le risque de s'aliéner

une partie « respectable » de son audience, soit se croiser les bras et rejeter vers l'action clandestine les forces vives de ses militants et sympathisants. Car le pouvoir a montré hier qu'il entendait maintenir son ordre à lui. Des policiers contrôlent toutes les sorties de Bastia. Peu à peu, l'île entre en état de siège. Des renforts de gendarmes sont prévus. Samedi et dimanche seront l'occasion de manifestations pour le mouvement autonomiste, car ces deux jours marqueront l'anniversaire de l'écrasement par la France des milices de Paoli à Ponte Nuovu. Et, plus que jamais la campagne pour la libération d'Edmond Siméoni et ses camarades doit s'accroître. De l'issue du procès dépend la tournure que prendront les événements en Corse.

Antoine Pietri

Lu dans... « Ouest-France »

ROCARD : « Avec le secteur privé pendant des décennies »

Le journal Ouest-France, dans son édition du 27 avril, interviewait Michel Rocard, secrétaire national du Parti socialiste. Voici ce que l'ex-leader du PSU a déclaré :

« Comme vous le savez, si nous sommes au pouvoir, nous commencerons par nationaliser les neuf plus grandes entreprises. Ce qui veut dire qu'il en restera deux millions et demi de taille différente mais privées. » Précision somme toute utile qu'il faut rattacher avec cette étonnante en-

volée : « Pour nous, l'autogestion ne résultera jamais d'obligations. Elle est une pente historique que nous essayons de pousser un peu sans plus. Il y aura un statut facultatif d'entreprise autogestionnaire mais pour que les travailleurs assument collectivement ce risque de l'activité économique, il faut qu'ils s'assurent contre le risque. Mais je suis convaincu qu'il nous faudra pendant des décennies travailler avec le secteur privé ». En somme, le socialisme, c'est pour... les calandes grecques.

ROCARD AUX PATRONS



« l'Humanité » et Pierre Goldman

COINCIDENCES...

Que ne lit-on l'Humanité avec un peu plus de régularité. Il ne nous aurait ainsi pas échappé dans son édition du mercredi 5 mai le petit passage suivant à propos de l'affaire Goldman : « On a même vu M. Jean Dutourd, écrivain de droite d'ordinaire résolument répressif, proclamer la gloire de Goldman dans les colonnes de France-Soir. Cette conjonction avec les dithyrambes des feuilles gauchistes, pour qui Goldman est un héros de notre temps, donne à réfléchir. (Pour le pouvoir) apparaît comme défenseur des libertés à propos d'une affaire aussi trouble pouvait servir à des fins diverses ».

Ce qui est trouble en réalité, c'est l'eau dans laquelle nage M. Pierre Durand l'auteur de ces lignes

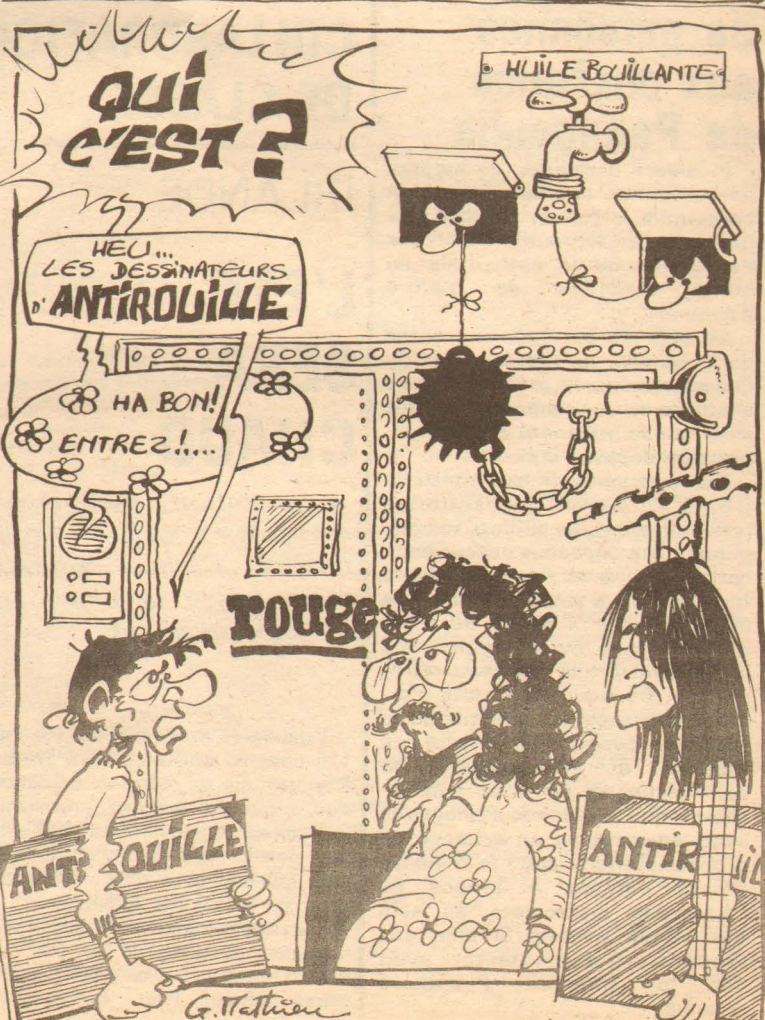
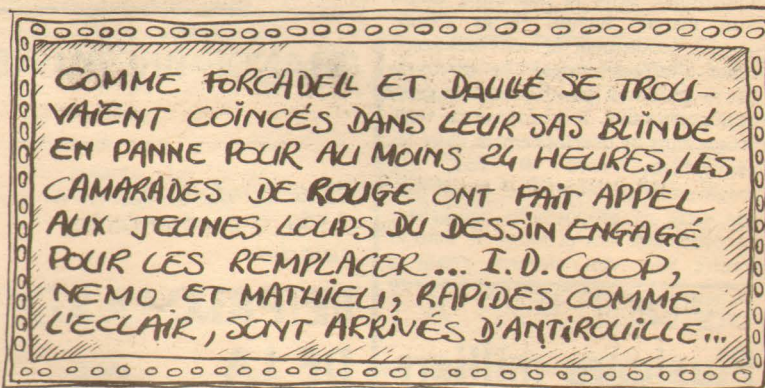
policiaires. En 1970 son collègue André Guérin avait publié une série intitulée « Quelques aspects particuliers du gauchisme » dans laquelle il accusait, avant le procès, Pierre Goldman du double meurtre dont il vient d'être acquitté. Ce qui valut à Pierre Guérin une condamnation pour diffamation. Aujourd'hui M. Pierre Durand, plus prudent, soutient que le doute doit profiter à l'accusé mais n'en suggère pas moins sa culpabilité en appelant à la rescousse M. Jean Dutourd. Le procédé reste toujours aussi infâme.

Pauvre Galilée ! Il doit être bien suspect au PCF depuis que M. Poniatowski a reconnu que la terre tournait.

G.M.



Pierre Goldman, à l'entrée de la Sorbonne, en 1965. Il était alors membre de l'opposition de gauche de l'Union des Etudiants Communistes (photo Kajan)



La coordination nationale étudiante de Lyon

ON REFLECHIT EN OCCUPANT



1 De notre envoyé spécial à Lyon :

Du soleil, une pelouse émaillée de saules pleureurs, dans un coin de table, un «butane» et du nescafé chaud... Il est huit heures, ce jeudi 6 mai au matin, quand arrivent les premiers groupes de délégués pour la deuxième phase de la coordination nationale étudiante, commencée la veille, Kif cynger le marathon des précédentes coordinations, une pause avait en effet été décidée.

Quelqu'un tricote, certains lisent le deuxième numéro du journal du collectif national étudiant. La plupart discutent : de la façon de s'adresser à la masse des étudiants, de l'attitude des directions syndicales, des examens. Et surtout, les nombreuses, près d'une cinquantaine, motions d'assemblées générales diffusées sont épluchées. Elles sont confrontées, comparées, jugées, des textes longs, sérieux, rarement verbeux. Tous demandent l'abrogation de la réforme et se prononcent pour la grève générale. Mais ils vont plus loin, s'étendent sur la situation difficile du mouvement, font des propositions concrètes. La motion, d'Aix 1 après avoir affirmé que l'essentiel réside dans la garantie du droit de grève, avance pour le défendre la mise en place «de commissions mixtes étudiants enseignants définissant les nouvelles modalités d'examen» et de «structures unitaires de lutte... de comités de mobilisation sur la base des plates formes votées aux coordinations, si nous devons reprendre les cours». En annexe un texte rédigé en commun

avec le comité de grève enseignant, qui exige qu'aucun partiel ne se tienne tant que durera la grève, que les programmes soient allégés, qu'il n'y ait pas de rattrapage, et que toutes ces modalités soient garanties par des commissions paritaires étudiants-enseignants dans chaque U.E.R. La motion d'Aix 2 déclare, catégorique, que «sans accord minimal sur la question des examens, il n'y aura pas de reprise des cours». Elle est aussi favorable à des «comités unitaires», celle de l'université de sciences à «un grand rassemblement national à Lip».

La motion de la faculté de lettres de Montpellier demande, entre autre, l'organisation d'initiatives pendant les vacances. Celle de l'université de sciences «un grand rassemblement national à Lip». Le texte majoritaire d'Orsay fait le point dans un premier paragraphe intitulé «où en sommes nous ?» et décortique ensuite les prétendus reculs du secrétariat d'état pour conclure que «rien n'a été obtenu sur les examens, la démarche est identique» et la motion s'achève : «le mouvement de grève actuel est puissant, mais aucune mobilisation, si forte soit-elle, ne pourra lutter efficacement contre l'école de classe si la lutte n'est pas menée de façon permanente». Villetaneuse, de la région parisienne, se prononce sur l'ensemble des points de l'ordre du jour de la coordination, tout en précisant «certains nous reprochent de refuser toute négociation... dans l'absolu, nous ne sommes pas contre des négociations, mais dans le cas présent, il n'y a rien à

négoier quand on demande l'abrogation. Mais, pour couper court à toute tentative de division, le collectif national doit demander une entrevue avec le secrétariat d'état pour transmettre les revendications des étudiants».

Peut être fastidieux, ces extraits ne manquent pas d'avantage de décrire un limat, celui qui domine dans les facultés qui, en majorité ont voté la grève : on continue et on réfléchit. Pourquoi la grève n'est elle pas victorieuse : parce que les directions syndicales ont refusé de la soutenir concrètement, de l'étendre, ou bien parce que les courants étudiants majoritaires l'ont engagée dans une politique erronée d'unité d'action «avec les appareils», comme l'affirment le P.C.R., l'Humanité Rouge, Révolution, ou diverses organisations maoïstes ? Comment, au moins, arriver à imposer nos exigences sur le déroulement des examens, objectif immédiat qui doit permettre à la fois d'empêcher toute pénalisation pour fait de grève, de forcer les enseignants à une unité d'action, et de remettre en cause la sélection traditionnelle, l'individualisme et l'élitisme, par des modalités et une préparation collective ? Que mettre en place pour que, le jour où la grève s'arrêtera, le mouvement reste structuré, engageant une bataille prolongée sur les plates formes revendicatives récemment élaborées ? Autant de questions qui sont sur toutes les lèvres et auxquelles la coordination de Lyon doit répondre.

Ce sérieux n'empêche pas le mouvement étudiant de faire ici

nouveau la preuve de ses capacités d'auto organisation et de démocratie. A l'estérieur de la ville, la masse tubulaire toute de gingois, entourée de verdure, la faculté de Lyon-Bron est occupée depuis le 4 mai. Les locaux administratifs, salle de conférences, standard téléphonique sont mis à la disposition de la coordination nationale. Parce que le président de l'université, M. Bernadet, membre du P.S. avait prétendu interdire sa tenue, prônant d'un festival de théâtre universitaire, prévu à la même date : riposte immédiate et recul tout aussi rapide.

Il est 9 heures, le nouveau contrôle des mandats commence. Une habitude désormais. Sans anicroches, le flot s'écoule à travers des tables disposées en chicane, la veille, le logement avait été remarquablement organisé, chaque délégation obtenant une fiche et une adresse. Chacun aujourd'hui porte son signe distinctif de délégué : une carte de d'un jeu de 7 familles. La délégation nicoise est gâtée de toute la famille «bien aimée». Les étudiants sont nombreux au service d'ordre. Une fois de plein pied dans la fac, des mots d'ordre partout, sur tout. Du Chili à la Corse. Des amphis débaptisés, celui où se tient la «coord» s'appelle Rosa Luxembourg. Sur un de ses murs : «Non à l'école sexiste» plus loin une affiche, sur les vitres du local de l'U.N.E.F. : «pour le droit de passer nos examens, tous à la manif du premier mai». Ce pourrait être pour rire. Non, c'est tout un programme.

Joseph Krasny.

• Le deuxième numéro du journal du Collectif national étudiant est paru. Il contient l'ensemble des résolutions présentées au vote de la coordination de Censier, le compte-rendu de la rencontre entre la commission permanente des présidents d'université et le secrétariat d'Etat et la résolution votée lors de la dernière coordination nationale des enseignants en grève. Un instrument de travail pour la coordination de Lyon et un outil pour la démocratie des débats.

Villeurbanne

• Réunion débat «Vivre et lutter dans l'école» avec Papinski, les institutrices de l'Ecole nouvelle, des enseignants et étudiants en lutte contre la réforme Haby-Soisson, le vendredi 7 mai, à 20 heures au Palais du Travail à Villeurbanne. Cette réunion est organisée par le comité de soutien Papinski, avec la participation de l'Ecole émancipée, SGEN et SEPR (CFDT).

• Rouen : mobilisation contre la répression qui frappent plusieurs enseignants : deux mutations d'office, deux suspensions sans traitement de 5 mois et une suspension sans traitement d'un an. L'Ecole Emancipée appelle à un rassemblement aujourd'hui à 17 H 30 devant le Lycée B. Pascal à Rouen.

• Paris : l'UER de musicologie de Paris IV, en grève totale contre la réforme du second cycle organise une animation concert public et gratuit au kiosque du Luxembourg, aujourd'hui à partir de midi.

• Nancy : la grève vient d'être reconduite par l'AG la plus massive de la lutte. Les étudiants ont occupé les bureaux du président de l'université. Les flics, qui les en ont délogés avec violence ont interpellé une trentaine de personnes dont les militants de l'UNEF.

TRIBUNE LIBRE

Collectif parisien « pour la construction de la tendance révolutionnaire des enseignants des CET »

ENGAGER LE COMBAT APRES LA BATAILLE, OU CONTINUER LA LUTTE DANS L'UNITE ?

Depuis un mois et demi, l'Université est en ébullition contre la réforme Haby qui veut soumettre l'enseignement national aux besoins du patronat. Dans les CET et les lycées, des mobilisations jeunes moins puissantes que les années précédentes, mais bien réelles, ont éclaté... Outre la lutte contre la réforme Haby, les collégiens ont su élargir leur mouvement à d'autres thèmes : refus de la loi Royer, exigence de la reconnaissance des BEP dans les conventions collectives, refus des filières figées. Exigence de réelles possibilités de reconversion dénonciation des conditions déplorables de sécurité que connaissent de très nombreux CET, paiement des stages.

Ces revendications sont aussi depuis longtemps celles des enseignants. Pourtant alors que le gouvernement, sur la défensive, se sentait obligé de faire monter Chirac, puis Giscard en première ligne, qu'ont-ils fait ? Rien... ou presque...

Des paroles, des paroles, mais aucune proposition concrète de jonction entre les luttes des jeunes et celles des enseignants. Même attitude au niveau du SNEPT-CGT et du SGEN-CET, même si, localement, certains enseignants ont rejoint la lutte (même du SNETAA). Quant à la direction du SNETAA, elle a carrément montré son hostilité aux mouvements collégiens !

Et maintenant que le mouvement contre Haby et Giscard s'est essouffé, à cause de son isolement, la direction du SNEPT-CGT nous annonce un beau calendrier de lutte «ouvrant la voie à des possibilités de convergences nouvelles». Chacun son tour, en rang d'oignons : le 6 mai, sur la sécurité du travail, le 7 et le 13 mai sur l'emploi, le 14 pour les catégories A, puis journée d'action des pions et enfin, fermant la marche, comme il se doit, des retraités le 18 !

Cette attitude qui consiste à laisser se battre chacun en ordre dispersé est purement irresponsable, mais elle n'est pas fortuite : pour les directions syndicales, il s'agit, par des luttes ponctuelles, de maintenir «en veilleuse» la combativité des enseignants, la seule perspective réaliste, nous explique-t-on, étant de bien voter en 1978.

Pour venir à bout d'Haby-Giscard, le seul mot d'ordre juste et réaliste reste : grève générale de l'éducation nationale, dans l'unité des syndicats enseignants et des mouvements d'élèves.

Les enseignants de la Tendance révolutionnaire des CET s'efforceront, le 7 et surtout le 13 mai, de réaliser à la base cette unité partout où les jeunes décideront de se battre, mais ils refuseront de cautionner les mots d'ordre du SNETP-CGT, là où ils apparaîtront comme sectaires et divisionnistes face aux luttes des jeunes et des enseignants.



NI JULES FERRY, NI RENE HABY

par Rosen, Jeamic et Kent

5/ QUE PROPOSONS NOUS ?

Nous terminons aujourd'hui notre série sur la réforme Haby en présentant les axes d'une riposte face aux tentatives du patronat pour reprendre en main une école qui ne répond plus aux besoins.

Dès avant 68, tous les gouvernements ont essayé de réaliser «l'adaptation» (réformes Fouchet, Faure, ITFP, CFPM et on en passe...). Ils ont cahin-caha, réussi à «faire passer» des modifications importantes (le DEUG par exemple) Ils ne sont jamais encore parvenus à mettre en place une «école nouvelle». A cause des désaccords dans leurs propres rangs, (c'est-à-dire de divergences à l'intérieur même de la classe dirigeante) mais aussi et surtout à cause de la résistance des «intéressés» : enseignants et leurs syndicats, étudiants et lycéens. La crise économique a rendu plus aigus tous les problèmes. Pour le gouvernement minoritaire Giscard-Chirac-Ponia, la réforme du système scolaire est une nécessité encore plus urgente. C'est pourquoi la réforme Haby-Soisson qui forme un tout cohérent et comble les insuffisances des tentatives précédentes, «doit» passer. Nous défendons donc pas l'ancien système scolaire et nous refusons l'école «libérale avancée».

Alors que proposons-nous ? D'abord de refuser toute mesure qui aggrave la situation existante et rende plus difficile les luttes ultérieures.

- Faire échouer les attaques du pouvoir contre les «acquis» : lutte contre l'insécurité d'emploi des enseignants (chômage et licenciements d'auxiliaires, mutations d'office pour cause de suppression de poste), contre la dégradation des conditions de travail (effectifs pléthoriques).

- Refuser la présence, légalisée et aggravée, du patronat à tous les échelons du système scolaire. L'enseignement doit rester un service public dont les diplômes ont une valeur nationale, ouverts à tous.

- Lutter contre l'aggravation de la sélection la multiplication des «paliers d'éjection» et des filières étroitement professionnalisées et soumises au marché du travail.

Par ailleurs, nous ne voulons pas mettre de l'huile dans les rouages grinçants de l'école capitaliste, bien au contraire. Nous voulons une école qui entre de plus en plus en contradiction avec la division capitaliste du travail. Nous voulons une formation de même durée pour tous et donc polyvalente. Nous voulons une école critique qui encourage la remise en cause des «valeurs» jusqu'ici dominantes (séparation travail manuel-travail intellectuel).

Cet enseignement «critique» implique la liberté totale d'expérimentation pédagogique. L'institution scolaire n'est pas en dehors de la société, c'est-à-dire de la lutte des classes. Nous luttons pour une autre école, une école au service de la classe ouvrière qui est la perpétuelle défavorisée de l'école actuelle, parce que l'école actuelle est faite pour la maintenir dans sa situation de classe dominée. La lutte révolutionnaire dans et sur l'école est inséparable de la lutte contre le régime capitaliste car l'école que nous voulons ne peut exister que dans la société socialiste des conseils ouvriers.

FIN

La journée d'action CGT-CFDT

BRISER LE MUR DU SILENCE

Le 6 mai aura donc vu un certain nombre d'initiatives éclatées prises par la CGT et la CFDT pour dénoncer les conditions de travail dans les entreprises. Des délégations se sont rendues auprès des ministères ou des chambres patronales pour insister sur le non-respect des mesures élémentaires de sécurité et l'insuffisance des mesures actuelles.

Là encore, la « concertation » giscardienne s'est traduite par le refus de discuter de ce problème. C'est ainsi que les fédérations CGT et CFDT des secteurs Construction et Bois ont trouvé porte close aux ministères du Travail et de l'Équipement. Pourtant, parmi les industries où les accidents du travail constituent un véritable fléau, Construction et Bois aux toutes premières places.

En effet, 17,6% des salariés, elles représentent 42% des accidents mortels et 35% des accidents graves. Des chiffres qui se passent de commentaires. Les causes : la fatigue, la durée excessive du temps de travail, le manque de formation et surtout le non-respect des règles d'hygiène et de sécurité. Actuellement, les patrons tentent, par le biais d'une nouvelle loi examinée le 11 mai par le parlement, de diluer leur responsabilité personnelle.

Il faut leur rappeler ce que signalait le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales en 73, parlant du Bâtiment : « les 2/3 des accidents du travail mortels auraient dû pouvoir être évités en respectant les règles de sécurité en vigueur ». Ces règles, ce sont les patrons qui en sont responsables, eux qui organisent la production, les cadences, la durée du travail. Eux seuls.



en lutte



● Dans les banques, les mouvements se développent un peu partout en France : Banque populaire des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Ariège, en grève à 70%. A Rouen et Lorient, grève à 80% dans les banques de la ville. A Cannes, grève à la BNP. Mouvements à Angers. Par ailleurs, poursuite de la mobilisation dans les agences de la BNP de la Région parisienne : l'agence Gambetta et le groupe de Bourg-La-Reine sont en grève de 24 heures reconductibles. Le personnel de Bull - néral électric, principal client de l'agence Gambetta organisait hier des collectes de solidarité. (Correspondant)

● Expulsion d'immigrés à la Maison d'Afrique. Quatre résidents arrêtés et expulsés ! Vendredi 30 avril, à 6 h, 4 étudiants immigrés de la Maison d'Afrique, 45bd Jordan, dans le 14^e arrondissement de Paris, ont été arrêtés dans leurs chambres, matraqués et expulsés d'urgence en Afrique. Il s'agit de Jules Bachono, Etienne Traoré (Haute-Volta), Honoré Vignon (Dahomey) et Albert N'Lend (Cameroun). Tout cela parce qu'ils avaient demandé le remboursement intégral de leur caution auquel ils avaient droit. Dix comités de résidents ainsi que 7 organisations de travailleurs et d'étudiants d'Afrique Noire ont protesté contre cette nouvelle et grave atteinte aux libertés à la Cité Internationale.

● La justice au service de qui ? Trois ouvriers et un délégué syndical condamnés à des peines de prison avec sursis. Le tribunal de Grande Instance d'Epinal (Vosges) a condamné respectivement ces 4 travailleurs à 1 mois et 15 jours de prison avec sursis pour entrave à la liberté du travail ; ils avaient participé à des piquets de grève mis en place devant l'usine en Mars dernier lors d'une lutte. (D'après l'AFP)

● Custines (Meurthe-et-Moselle) : un ouvrier gréviste blessé par son directeur. Un ouvrier immigré, Batista Joachim, a été blessé hier matin par la voiture du directeur des établissements de Forge et Estampage Bar-Lorforge, un certain Michel Carrège. Ce violent personnage n'a rien trouvé de mieux que de foncer avec son véhicule dans le piquet de grève placé devant les portes de l'usine.

● Paris-Rhône (Lyon) : Après la confirmation des 4 licenciements à la suite des grèves de novembre 1975, l'union des métaux CFDT appelait hier à un rassemblement devant l'usine. L'USTM CGT a proposé à la CFDT d'en organiser un second unitairement aujourd'hui. Cette attaque contre les droits syndicaux n'est pas isolée dans la région : 14 licenciés à la SNAV après 12 jours de grève, une semaine de mise à pied pour 175 grévistes au Compresseur frigorifique... à Montluel. (Correspondant)

UNE MEDECINE A LA SANTE DES TRAVAILLEURS

La médecine du travail, issue des luttes des travailleurs des années 45-46, au lieu d'assurer son rôle préventif de protection des travailleurs, devient de plus en plus une caution, une garantie pour le patron de l'entreprise dans laquelle surviennent des accidents ou des maladies professionnelles. D'un rôle de protection des travailleurs, la médecine du travail (toute médecine n'est elle pas du travail ?) assure surtout un rôle de protection des intérêts du patron.

Une visite de médecine dans un centre inter-entreprise de la région parisienne, c'est d'abord une dizaine de travailleurs qui se succèdent dans ces boîtes exigües que l'on baptise « box ».

La visite d'embauche ? Examen clinique rapide, radioscopie, antécédents médicaux, antécédents d'accidents du travail sont consignés dans une fiche soi-disant couverte par le secret professionnel en fait classée à côté du bureau du directeur du centre inter-entreprise qui n'est autre que la patron du nouvel embauché. Mais, surtout, ce qui intéresse la patron, ce sont les tests de « sélection » : ils sont à la mesure de ce qu'on demande aux futurs travailleurs. Ainsi, à l'usine Béghin, (La Courneuve), les tests « d'aptitude » se réduisent à soulever 20 fois des haltères, des haltères de moindre poids étant utilisées par les femmes !!!

S'enquérir des conditions de travail, de sécurité est souvent chose difficile pour le médecin opérant dans des salles bruyantes et mal insonorisées, à la merci de la moindre indiscretion d'un cadre ou d'un jaune qui se dépêchera de dénoncer au patron le travailleur « malveillant ».

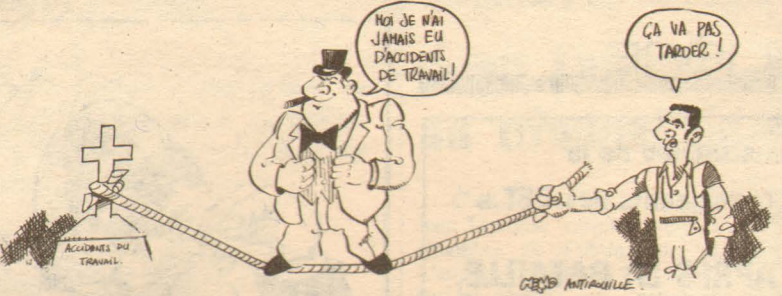
La tâche principale du médecin du travail est de déterminer l'aptitude au poste de travail. Mais les moyens nécessaires au dépistage lui sont souvent refusés : ainsi, tel travailleur présentant une hypertension artérielle

aura toutes les difficultés à faire prendre en charge ses frais d'examen, la Sécurité Sociale et le patron se renvoyant la balle.

LE PRIX DES MUTILATIONS

Et puis une vacation de médecine du travail c'est aussi le suivi des accidents du travail et les sordides évaluations des indemnités pour invalidité (IPP) : Des tables fixent la valeur socialement utile de chaque constituant de l'organisme ; en multipliant ce pourcentage par le salaire annuel, on obtient une rente qu'il faudra diviser par deux pour peu que le travailleur ait été reconnu responsable de l'accident :

Et puis, le médecin du travail se heurte aux limites de son statut. Pas de possibilité de traiter les malades, interdiction de faire des arrêts de travail (qui mieux que lui est apte à apprécier les conditions qui sont faites aux travailleurs ???). Et la prévention ? Théoriquement on parle de participation aux CHS (Commission Hygiène et Sécurité) et de visites d'usine. Seulement les médecins n'ont plus les moyens d'assurer le contact avec les entreprises.



vie syndicale

Edmond Maire :

« Il s'agit de viser des objectifs de pouvoir accessibles »

A trois semaines du Congrès CFDT, Edmond Maire a donné un long interview à Tribune Socialiste, hebdomadaire du PSU.

Il précise tout d'abord le point de vue de la direction confédérale de la situation actuelle. Après avoir rappelé que « l'on constate une meilleure traduction électorale de la contestation sociale », il estime que « la pire des choses serait d'attendre passivement qu'un succès de la gauche par les élections vienne résoudre les problèmes que nous rencontrons ». Pour E. Maire, en effet « il faut qu'apparaisse en pleine lumière une détermination calme et massive ».

Mais, demandent les camarades de Tribune Socialiste, de nombreuses luttes ont eu lieu, souvent en ordre dispersé ; à quoi cela tient-il ? Maire répond : « cela tient à deux raisons majeures : d'une part, à l'intransigeance patronale... d'autre part à la nature du mouvement syndical en France et donc à la difficulté d'articuler les différents types d'action ». A ce sujet, il précise : « Pour avoir une politique plus articulée... il faut avoir à l'esprit que ce qui est commun, c'est une politique, et non des revendications unifiantes ». Quelle pourrait être la revendication unifiante sur les conditions de travail ? Par contre, une politique qui s'attaque à la division sociale du travail, c'est une politique unifiante ».

T.S. interroge encore E. Maire sur le thème du prochain congrès CFDT, sur la « transition au socialisme et plus particulièrement sur ce que la Confédération entend par institutions autogestionnaires » ; E. Maire : « à l'évidence, nous pensons qu'il pourrait s'agir de conseil ouvrier dans les entreprises nationalisées, de comités populaires dans les quartiers, de comités par branches industrielles... Dans les entreprises privées, le comité d'entreprise pourrait devenir réellement un comité de contrôle de la marche de l'entreprise ». Puis il évoque la question de la confrontation de ces structures avec le pouvoir central : « il s'agit de permettre une action complémentaire et un combat com-

mun des pouvoirs de base et du pouvoir central contre le système capitaliste ou contre toute déviation vers un système autoritaire » ; il ajoute « Nous croyons tout à fait utopique de croire que, d'emblée les travailleurs vont gérer la totalité des aspects de la société et de l'économie ».

Et en cas de victoire de l'Union de la Gauche ?

Le secrétaire confédéral rappelle qu'en 74 « nous n'avons demandé qu'une seule chose au candidat unique de la gauche : l'ouverture, en cas de victoire, de négociations... Nous serions venus avec deux types d'exigences immédiates : des mesures de justice sociale et des mesures pour l'extension du pouvoir des travailleurs dans les entreprises... ». E. Maire explique alors quelle mobilisation sociale entraînerait une victoire électorale qui « est souhaitable, mais notre responsabilité syndicale est de l'orienter... Il s'agit de viser des objectifs de pouvoir accessibles en cette période précise. Et de les atteindre ! ».

Enfin, à la question : « ira-t-on un jour vers l'unité organique ? » Il répond : « il existe avec la CGT des divergences sérieuses qui rendent hors de portée, aujourd'hui, l'unité organique ».

Syndicalisme-Hebdo est paru :

— un éditorial de Michel Rolant, secrétaire national « Après le 6, le 13 mai contre l'intransigeance patronale et gouvernementale »...

— une contribution d'Antoine Bour, secrétaire général du Mouvement d'action syndicale (étudiants).

— un débat sur l'action syndicale et la transformation de la société entre Jeannette Laot, de la Commission exécutive, Jacques Chérèque, secrétaire de la fédération métallurgie, Pierre Héritier, secrétaire de la région Rhône-Alpes, Emile Le Beller, secrétaire de la Fédération PTT.

DABADIE Oloron

LE FAIT ACCOMPLI

Après 26 jours de grève, les travailleurs ont dû reprendre le travail. Ceux de chez Dabadie avaient pourtant obtenu par leur acharnement et leur volonté unitaire, le soutien de tout le mouvement ouvrier local qui avait participé à une manifestation en leur faveur : tous (à l'exception du PC) avaient participé à une soirée de soutien (250 personnes, un record pour Oloron). Spectacle de qualité (chanteur breton Guy Monfaut, chanteurs ouvriers basques) et surtout, chose rare à Oloron, des travailleurs CGT en grève qui organisent et animent eux mêmes la soirée. Cette grève n'a pas plu du tout au patron qui voulait faire croire que les travailleurs étaient manipulés par la LCR ! Il est allé jusqu'à répondre aux télégrammes des syndicats CGT d'entreprise qui exigeaient la reprise des négociations « Erreur de destinataire, adressez vous à la LCR ! » Et ce par télégramme ! Elle n'a pas plus malheureusement non plus aux dirigeants de l'UL CGT, qui la trouvaient « gauchiste » et n'organisèrent jamais de véritables collectes. Pire, l'Union locale a négocié secrètement avec le patron sans en avertir les délégués CGT de l'usine et signé un accord avec lui ; un vrai coup de poignard dans le dos des grévistes ! Ceux-ci, mis devant le fait accompli, décident à l'exception de 6 d'entre eux, la reprise du travail. Pourtant la détermination des travailleurs permettait d'envisager une bien meilleure issue. Mais, que voulez

vous, l'Union locale, n'aime bien que les grèves qu'elle contrôle...

P.L. Correspondant Oloron.

M. DABADIE ET LA LCR

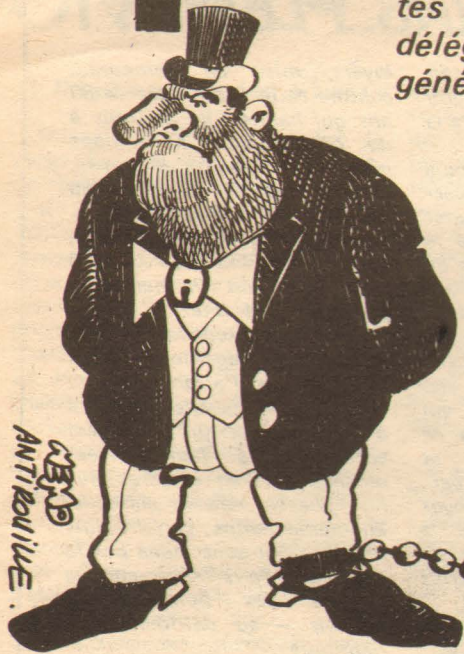
Monsieur Dabadie, directeur de la Etchebarne, Koehl et Dabadie Frères, fabricant de couverture de son état, n'a pas de chance : les travailleurs de son entreprise ont fait grève avec des piquets pendant un mois. Vous croyez peut-être que les salaires (1400F environ) ou les conditions de boulot (pas de visite médicale pendant 23 ans) y sont pour quelques choses ? Détrompez vous ! Monsieur Dabadie, lui, a trouvé le responsable : la LCR, coupable d'interruption des négociations. C'est ce que cet outrecuidant personnage écrit dans « La République », le journal régional, du 30 avril.

Les camarades de la LCR d'Oloron ont tenu à lui répondre dans le même journal, le 4 mai ! « Les grévistes sont les seuls à décider de la poursuite de l'action... Ce sont les responsables syndicaux et eux seuls qui sont concernés par les négociations ». Eh oui, monsieur Dabadie, personne ne pousse les travailleurs à se battre, si ce n'est ceux qui les exploitent. Des gens comme vous, cher monsieur...



LE PCF CHOISIT LA DIVISION

Hier, à Palente, à l'occasion de la journée « portes ouvertes », un vif incident a opposé les délégués CFDT de l'entreprise et le Conseiller général communiste Paganelli



C'EST REPARTI!

TIC! TAC! TIC!



Hier à Palente, un vif incident a opposé les délégués CFDT de l'entreprise et le conseiller communiste Serge Paganelli.

16 H, l'opération portes ouvertes organisée par le personnel et l'intersyndicale commençait. C'est alors que Serge Paganelli, conseiller général communiste a lu une déclaration devant la porte de l'usine où il critiquait violemment la décision d'inviter tous les élus locaux. « Nous ne souscrivons pas à une telle opération, elle est source de compromissions et de confusions ». Charles Piaget a déploré « l'attitude un peu trop systématique du PCF par rapport à Lip et sa terrible animosité ». Il a également indiqué que toutes les organisations syndicales avaient été d'accord pour inviter les élus. Jean Raguenes, délégué CFDT a ajouté : « M. Paganelli, je n'entrerai dans la polémique. Mais faire ce que vous avez fait aujourd'hui, cela s'appelle du sabotage ».

On peut se poser, en effet, une question : le PCF aurait-il décidé de discréditer par tous les moyens la lutte des Lips ? La réponse ne fait malheureusement aucun doute... Des divergences peuvent surgir à tel ou tel moment, sur la conduite de la lutte, mais en profiter pour mener une pareille attaque publique et virependre en rouge vif sa boutique, c'est préférer une basse manœuvre de division au débat démocratique devant l'ensemble des travailleurs.

Le Premier secrétaire du PS et les nationalisations

MITTERRAND DONNE DES GAGES

Avant de signer le programme commun, le PCF a expliqué qu'il fallait un seuil minimum de 25 nationalisations pour porter un coup « aux grands monopoles ». Le programme commun n'en a prévu pourtant que 9 auxquelles s'ajoutent 4 « prises de participation majoritaires de l'Etat ». Ce ne sont pas des « expropriations », loin de là. Il est prévu le rachat et le versement d'indemnités. On remboursera aux patrons une deuxième fois ce qu'ils ont déjà volé à la classe ouvrière. Le secteur public demeurera limité.

Eh bien, malgré ces garanties ces messieurs du patronat sont inquiets et Mitterrand s'empresse de leurs donner des gages supplémentaires : en rencontrant des « patrons de progrès », en se déclarant lui-même « non marxiste », en répondant longuement dans Le Monde à M. Ferry « vice-président » du CNPF.

La 3^e conférence nationale des groupes socialistes d'entreprise s'en était émue : l'un des délégués avait interrogé Mitterrand sur son projet de « Pacte Industriel » et sur ses « négociations » avec les patrons.

Plus la perspective de la victoire est proche, plus le premier secrétaire va de l'avant dans ses déclarations : il se pose en loyal défenseur de la « liberté d'entreprendre » et justifie les nationalisations comme le meilleur moyen de défendre le capital national et de faire vivre le secteur privé lui-même : « Le profit est gage de richesse et condition du progrès commun... », « il n'y a pas de libre entreprise aujourd'hui ni d'indépendance économique sans un secteur public fort... », « la nationalisation... doit aussi servir à créer, à promouvoir, dans certains secteurs... des entreprises témoins qui entraîneront dans leur sillage des firmes privées ».

concurrentielles ». Mitterrand défend, contre M. Ferry la loi du marché en assurant qu'elle sera d'autant mieux assurée que les plus grands monopoles seront nationalisés.

De quoi rassurer tous ceux qui le craignent (pas les travailleurs) : le Programme Commun, ce n'est pas le socialisme.

Cinq règles de gestion doivent être respectées, selon Mitterrand : dont le refus d'isoler les entreprises françaises par rapport à la concurrence internationale et « un meilleur contrôle et une sanction plus réelle de la gestion... » sans illusion sur le fait que ce contrôle soit celui des travailleurs ni que la sanction soit pour la satisfaction de leurs besoins...

Ainsi, dans cet échange de lettres mondaines, on voit le représentant du Parti Socialiste débattre courtoisement avec l'un des « patrons des patrons » et lui faire ses offres. Bel avertissement à tous les travailleurs qui ont confiance dans la politique de la direction du PS, pour changer enfin la vie.

G. F.

Un maire socialiste : Monsieur DUFFAUT

Duffaut, vous connaissez ? C'est le maire d'Avignon, membre du parti Socialiste. Eh bien, ce monsieur est un drôle de socialiste. C'est, en tout cas, l'avis des travailleurs du CPDM Hôpital psychiatrique. Voilà les faits : deux élèves nouvellement diplômés devaient être titularisés, dont l'un militant de la CFDT ; notre Duffaut, qui n'a pas l'air d'aimer les gens combatifs et qui siège à la Commission paritaire a trouvé bon de refuser la titularisation de l'autre élève, sachant très bien que les délégués du personnel ne le suivraient pas et que ce sont les deux élèves qui seraient mis à la porte. Six voix pour sa proposition, six voix contre mais le

maire a une voix prépondérante... C'était le licenciement pour les deux élèves.

Manque de chance pour ce « brave Duffaut » : les travailleurs se mobilisent et obtiennent le soutien du Conseil Général... dont Duffaut est le représentant à la Commission de l'HP. Situation inconfortable pour notre maire ! Une nouvelle réunion de la Commission se tient : les délégués du personnel y font la démonstration de l'inexistence de charges contre les deux élèves. Duffaut demande à réfléchir... pour revoter contre la semaine suivante. Les travailleurs ont quelques questions à poser au Parti Socialiste sur la présence en son sein d'un tel triste sire, qui s'était déjà signalé en refusant de rompre les alliances avec la droite au sein des municipalités.

Correspondant Avignon

ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

LES CAV SE REBIFFENT

Suite de notre interview de Vialade et Tallavignes deux des principaux animateurs des Comités d'Action Viticoles de l'Aude.

2/ LA LIQUIDATION DU VIGNOBLE MERIDIONAL

Question : Dans le livre que les Comités d'Action Viticole viennent de publier, vous dites que : « Le gouvernement français, les gouvernements européens, les puissances d'argent ont décidé la liquidation des vignobles méridionaux ». Notre première question sera la suivante : comment nos capitalistes s'y prennent-ils ?

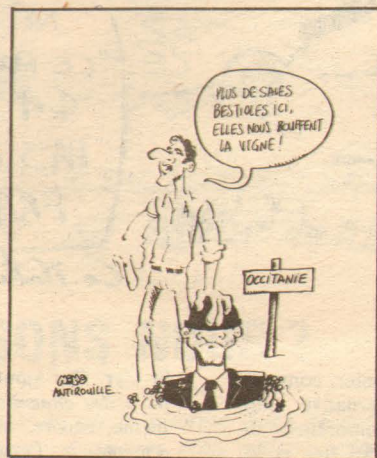
Tallavignes : Il y a un problème viticole proprement dit, et une conception de l'économie qui s'oppose à la solution de ce problème. Entre les producteurs et les consommateurs s'instaure la spéculation sur le vin. Il y a plusieurs sources de spéculation :

- Par la fraude : c'est la fabrication d'un produit qui s'appelle vin, mais par des méthodes douteuses et qui revient très peu cher.

- Par le dumping social : il s'agit d'acheter les marchandises là où elles coûtent le moins cher dans le monde. On profite de la misère de certains pays, misère que l'on entretient, pour s'assurer des bénéfices énormes, qui vont sans doute dans quelques poches mais qui détruisent l'économie des producteurs viticoles européens. Car les italiens, les vrais viticulteurs italiens, ceux qui travaillent leurs vignes, sont les premières victimes de ce trafic international sur le vin.

Vialade : Et on est pas contre eux, contrairement à ce qu'on a pu dire.

Tallavignes : Oui, on est tous dans le même sac. Nous sommes contre les français qui trafiquent, ceux qui ont ouvert des bureaux d'achats et fabriquent des vins en



Italie après avoir commencé en Corse.

Aujourd'hui, on a industrialisé la fraude, et elle a atteint une échelle gigantesque. Cette invasion de vins importés, on la retrouve partout : dans la chaussure, par exemple, dans les cotonnades, et parce que les ouvriers coréens sont payés 10 fois moins cher que les ouvriers français. Tout cela ne profite qu'aux multinationales, à des fortunes suffisamment grandes pour s'investir dans différents pays du monde à la fois et intervenir partout où il est possible de faire des bénéfices, quitte à réduire une partie de la population à la misère la plus complète.

Nous viticulteurs, nous souffrons de ces façons de faire parce que nous ne sommes pas dans les circuits des multinationales, et parce qu'on essaie de nous mettre en concurrence avec des gens beaucoup plus malheureux que nous.

Le combat que nous menons contre la fraude et le dumping social est le même que celui de beaucoup d'autres catégories professionnelles. Evidemment souvent nous ne le savions pas et elles non plus ne le savaient pas. Mais il y a une convergence d'attaque que nous subissons et de défense que nous sommes obligés de mettre en place et c'est le 29 avril où nous retrouvons tout cela.

On attaque les viticulteurs en leur disant : « Leurs structures ne sont pas adaptées à l'économie moderne ». C'est la grande tarte à la crème ! A l'époque, il y a 15 ans on avait pas assez de tracteurs, après on a reproché aux paysans d'en avoir trop achetés ; ensuite ça a été les structures : « Ne vous battez pas sur le prix du produit, cela ne signifie rien, parlez structures, vous allez économiser et vous vous retrouverez insérés dans les courants de l'économie moderne ».

A cela nous répondons : le vin est un produit de fraudes de coupages, de « dumping social ». Alors avant de parler de structures (...). Il faut assainir le marché, ne pas faire boire aux consommateurs d'infâmes piquettes qui défoncent l'estomac, grâce à quoi les producteurs envoient leurs bons vins à la chaudière (distillation). Donc, avant tout que le marché soit assaini, avec des prix à la production normaux, sans trafic monétaire, sans trafic sur le produit. Après nous discuterons des structures, pas avant !

Demain : Assainir le marché :
- Les industriels de la fraude
- l'office du vin

TRIBUNE des luttes

Section CFDT du centre psychothérapique de Limous

18 rue de la Goutine - 11300 Limoux.

Historique et état actuel du mouvement :

La majorité du personnel du centre psychothérapique de Limoux est engagé depuis le 20 avril dans un mouvement revendicatif impulsé par la CFDT et dont les principaux objectifs sont : 2000 F minimum mensuels, extension des 250 F (mesures Veil) à tous, 36 H de travail hebdo pour les veilleurs et les employés postés, prime dite des 13 H supplémentaires déjà accordée dans la région parisienne pour insuffisance d'effectif.

Un comité de grève sans étiquette syndicale a été mis sur pied, toutes les décisions importantes pour le déroulement de l'action sont prises lors des assemblées générales qui rassemblent des effectifs importants ; il faut remonter à plusieurs années en arrière pour retrouver une participation aussi élevée. Le mouvement qui a débuté le 20 avril par une grève tournante s'est poursuivie par une grève totale les 22 et 23 avril annoncée par préavis. La direction du centre psychothérapique s'est appuyée sur la circulaire du 26 mai 67 pour adresser une lettre recommandée à une partie du personnel afin de la contraindre à assurer un service minimum. L'action s'est poursuivie par la grève tournante dès le lundi 26 avril. Les élèves infirmiers et infirmières participent au mouvement et ont élaboré une plate-forme revendicative 1^{re} et 2^e année qui a reçu l'approbation du personnel en lutte. Cette plate-forme réclame l'équivalence avec le diplôme d'Etat, la possibilité d'emploi en tant qu'aide soignant dans le même hôpital en cas d'échec à l'examen final, une session de remplacement en cas d'absence due à une force majeure, pas d'utilisation des élèves comme bouche-trou quelles que soient les difficultés pratiques des pavillons.

Le Parti socialiste et la Ligue communiste révolutionnaire ont publié un communiqué de soutien au mouvement. A la date du mercredi 28 avril, aucune négociation n'est engagée malgré les déclarations d'intention de la direction. La grève continue et même renforce son organisation en mettant l'accent sur la popularisation.

armée

Après son interview télévisée

GISCARD GAULLISTE ?

Situation paradoxale au lendemain du discours de Giscard sur la défense : les gaullistes sont contents, les partisans de l'armée de métier font grise mine et les réformistes ne savent pas sur quel pied danser.

Giscard a insisté sur la nécessité de ne ménager aucun effort pour « assurer la sécurité du pays ». Sur ce terrain, il jouait gagnant dans la classe dominante. La crise de l'armée française s'est tellement approfondie ces dernières années sous l'oeil impuissant des politiques, le sentiment de la montée des « menaces » est tellement vif parmi les bourgeoisies occidentales que cet engagement à « réarmer » l'esprit de défense et l'armée elle-même ne pouvaient être accueillis qu'avec un soupir de soulagement. Du côté réformiste l'embarras s'explique aisément : les Hernu, les Baillet ont fait de l'armée « à l'abandon » leur cheval de bataille préféré. Giscard s'engage à ne rien négliger pour la redresser, choix budgétaires à l'appui. Qu'y redire ?

Sur un autre terrain encore, Giscard a pris à revers ceux qui l'attendaient au tournant ; il y a un an, diverses mesures d'épuration et divers plans donnaient à penser que Giscard avait hâte d'en finir avec l'esprit et les positions du gaullisme en matière militaire. Aujourd'hui, il prend position en faveur de l'armée de conscription, sous les hourras des gaullistes et au grand dam de la fraction moderniste-technocratique...coupant à nouveau l'herbe sous le pied des réformistes.

Décus aussi seront les partisans de la restructuration de l'armée autour de la priorité exclusive accordée à l'arme nucléaire comme Gallois. Certes, Giscard a insisté sur la nécessité d'accroître l'effort sur le terrain, mais il a mis l'accent aussi sur le retard à combler en matière d'armements conventionnels (chars, matériel anti-char...).

Alors ? Pris au pied de la lettre, le discours de Giscard semble exprimer incontestablement une évolution vers les



positions qui représentent une certaine continuité du gaullisme. Le petit couplet sur la nécessité pour l'armée française d'être « du même ordre de grandeur » que l'armée allemande pour des raisons purement politiques a dû faire se pâmer d'aise le général Binoche, relevé de son commandement il y a quelques mois pour...gaullisme intempestif. L'affirmation de « l'indépendance » de la défense française, dans le cadre bien sur du monde occidental, va dans le même sens. Si, comme dit Giscard, la bataille, en Europe, ne peut être exclue, la bourgeoisie française ne peut s'en remettre exclusivement au « parapluie » américain ; elle doit avoir les moyens de sa défense.

Tout ceci serait bel et bon si les ex inattendus proposés par Giscard étaient praticables. Or, ils ne le sont guère. L'attachement du président au principe de la conscription est une belle phrase, et rien de plus, dans un contexte où tout pousse à l'inverse, et notamment la dynamique propre de la crise militaire ; sans parler des impératifs stratégiques et techniques d'une transformation en profondeur de la vieille armée coloniale française en armée moderne et efficace centrée autour du nucléaire. Dans l'impasse totale de l'armement nucléaire tactique, Giscard n'a rien dit et ce n'est pas pour rien ; du « malaise » structurel des cadres militaires, du développement des luttes des soldats non plus ; si ce n'est, piètre parade, pour affirmer : « je ne crois pas à l'antimilitarisme ».

Ainsi, Giscard n'a pas réellement effectué les choix radicaux que la classe dominante attendait de lui en la matière militaire. C'est reculer pour mieux sauter. Déjà les partisans de l'armée de métier repartent à l'offensive. Leurs troupes grossissent rapidement et leurs arguments, du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, sont forts. Il y a là un problème que Giscard devra bien, un jour ou l'autre aborder de front. Entre temps, la crise se sera encore approfondie...

A propos du dernier film de Harris et Sédouy DU PONT DE SINGE AU TEMPS DES GORILLES

Entre l'union sacrée et le malaise, entre la boucherie héroïque et le doute pernicieux : le Pont de Singe. Trois cordes au dessus d'un précipice, pont de fortune sur lequel avance en hésitant un soldat peu convaincu de l'intérêt de l'exercice, voilà selon Harris et Sédouy l'image qui résume le mieux la situation actuelle de l'armée.



Le Pont de Singe se veut film-dossier, construit selon la méthode éprouvée de l'alternative entre témoignages et documents, contemporains ou d'époque (voir note en fin d'article), les uns et les autres s'éclairant, se contredisant parfois.

Dans le Pont, les documents sont là plus pour justifier un style d'exposition que pour leur intérêt propre. Plus motivants sont les témoignages : le paysan franc-comtois, l'intellectuel « socialiste pacifiste » qui ont « fait » 14-18 ; La Bollardière et Jean Pouget, Hugues de Charette, instructeur à St Cyr et Madame sa mère, quelques appelés. Une constance dans tous ces témoignages, si on excepte, bien sûr, ceux des appelés : le baroud, quelles que soient les positions défendues, ils aiment ça. Malgré le sang, la pluie et la terre mêlés des tranchées de Verdun, malgré les bavures coloniales, malgré la captivité, ce sont les souvenirs de fraternité, toutes classes sociales confondues, qui l'emportent. Comme le dit une épouse d'officier - une des rares femmes qui parle dans le film autrement qu'en contrepoint accordé au discours des guerriers - « ces guerres et ces horreurs, quoi que vous en disiez maintenant, c'était pour vous le bon temps ». Petite phrase amère et rageuse. On passe à autre chose, c'est le style du film.

Mais l'union sacrée ne marche plus. Contre qui, contre quoi se scellerait elle ? « Nous n'avons pas d'ennemi physique, et on n'a pratiquement pas d'ennemi idéologique, alors ? » avoue désabusé un élève de

St Cyr. Qui ajoute aussitôt finaud cette fois : « Et si on a des ennemis idéologiques on ne le dit pas ». Le même, encore, explique qu'il se veut ouvert, à tout, « même à l'expérience portugaise ». On ne sait toutefois, mais on devine un peu, si ses préférences vont à Dinis de Almeida ou Jaime Neves.

Il n'y a plus, il n'y aura jamais plus d'union sacrée, ils le savent, même si, cela non plus, ils ne veulent pas l'avouer. Mais ils en tiennent compte. Il reste à renforcer, à doter de moyens, cette cohorte de professionnels et de volontaires. Qu'importe s'ils ne comprennent rien aux Kriegsspiels subtils touchant le nucléaire, ils sont le fer de lance de cette armée conventionnelle qui se prépare, dégraissée pour une bonnartie du contingent qui, cela aussi le film le montre, n'« Y » croit plus.

Le Pont de Singe est un film-patchwork plus qu'un film-dossier. La logique des auteurs est ambiguë tant sont importantes et flagrantes les impasses : il n'est pas inintéressant d'écouter Bollardière, cet homme brave selon les critères militaires (et qui ne renie aucune de ses médailles et citations) devenu tout simplement brave homme. Avec les limites que cela suppose. Mais il est choquant de ne voir aucun militant de comité de soldats, qu'aucune allusion ne soit faite aux luttes de contingent, au problème de la syndicalisation. Harris et Sédouy préfèrent montrer la grogne informelle qui règne dans les chambrées. Pour les quatre-cinquièmes, un film à refaire.

JF. V

Le Marais des spéculateurs dénoncé par le PCF

DERRIERE LA RENOVATION, DES INNOCENTS AUX MAINS PLEINES !

Une conférence de presse était organisée par le PCF, mardi matin dans le Marais à Paris 4^e.

Chaque printemps depuis dix ans, des habitants du quartier sont chassés pour assurer la rénovation, c'est à dire le ravallement et l'installation du confort pour ceux qui peuvent payer. La moyenne du loyer d'un deux pièces rénové est supérieure à 1000 francs mensuels. On assiste à une véritable déportation : ce qui était un quartier d'artisans, de travailleurs de petites et moyennes entreprises, de personnes âgées et d'employés est en voie de devenir le second quartier bourgeois de Paris, celui des vieilles pierres et des poutres apparentes.

Derrière la rénovation, des innocents aux mains pleines : les banques Hervé, Paribas et Suez, les plus grandes banques du capital européen ; Méglio un « ami » de Chalandon ; Krieg et Dominati, les élus du quartier qui dénoncent les « pagaille » créée par les promoteurs alors que la majorité du Conseil de Paris n'a pas d'autre plan d'urbanisme que celui des promoteurs.

Il n'y a jamais eu tant d'expulsions dans le Marais, les méthodes sont diverses : expulsion, augmentation des

loyers, mise en demeure... comme cette dame âgée de 80 ans qui habite l'île St Louis à qui on demande 20 millions pour des travaux ou de partir... comme rue St Paul où 60 familles qui doivent être expulsées refusent de partir, organisant le maintien dans les lieux, pavoisent l'immeuble et préparent une fête.

Un autre scandale : celui des 2 487 logements vides recensés sur l'arrondissement — dont certains appartiennent à la ville — et qui pourraient accueillir les familles expulsées et bien d'autres que l'on chasse vers la banlieue. En même temps, certains immeubles qui sont loués par la ville de Paris réservent la priorité aux hommes du pouvoir — au détriment des habitants.

Les habitants résistent : 8 comités d'habitants, un inter-comité, des occupations, des permanences... le PCF insiste : « D'un côté il y a la lutte pour rester, d'autre part, il y a la lutte contre le pouvoir qui nous permettra d'en finir ». Une habitante de St Paul : « Oui, mais il y a un problème de temps : le temps travaille pour eux, ils ont les reins solides avec les banques... »

P. Verdon

Jean Lapeyrie aujourd'hui au tribunal de Nanterre

C'est aujourd'hui, à 15 heures, que Jean Lapeyrie comparait devant la 18^e Chambre du Tribunal de Nanterre. L'audience se tiendra à huis-clos. L'enjeu est simple : cette justice qui pour une fois n'hésite pas à remettre en question ses décisions antérieures peut fort bien révoquer le sursis de Jean Lapeyrie et l'envoyer en prison pour

plusieurs mois.

Claude Mauriac et Serge Livrozet témoignent en faveur de Jean Lapeyrie. Il assurera seul sa défense.

Il importe que tous les camarades qui soutiennent le même combat que Jean Lapeyrie soient présents cet après-midi au Tribunal de Nanterre.

Procès de 13 médecins à Toulouse

L'ORDRE MALADE DE SA PESTE

Toulouse de notre correspondant

La salle d'audience était comble pour le procès des 13 médecins toulousains assignés au tribunal d'instance par le conseil régional de l'ordre : militants, personnalités locales (dont deux conseillers généraux communistes) praticiens, étudiants.

Les médecins, assistés par des avocats du MAJ, assuraient une défense collective et militante. Le docteur JP. Cambou a expliqué en quoi l'assignation était en fait un délit d'opinion, et non une affaire de cotisation, et transformé le procès en un procès de l'ordre.

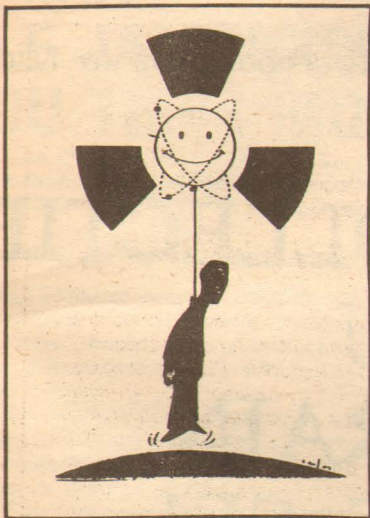
L'avocat de l'ordre, M. Merle (connu, entre autres, pour une plaidoirie en faveur d'une société toulousaine qui avait licencié deux médecins du travail) n'a pas brillé : généré et pitoyable il s'en est pris « à une poignée d'irréductibles qui fait autant de bruit qu'une multitude, une poignée à contre courant des idées admises », ce qui sonnait ridicule quand on voyait dans la salle de quel soutien actif sont entourés les 13 de Toulouse. Le jugement a été renvoyé à une quinzaine. D'autre médecins vont être traduits devant les tribunaux la semaine prochaine. La mobilisation continue.

● En Seine-Maritime, où plusieurs médecins ont été convoqués par le conseil régional, une réunion publique a eu lieu à Sotteville, organisée par le SMG, la CFDT, le planning et diverses organisations. 300 personnes ont participé aux débats et assisté à une représentation d'une pièce par le théâtre universitaire de Rouen intitulée : « Et la santé, ça va ? ». Oui, ça va... Vous en avez de la chance ! ». Le 9 mai, jour du procès, un rassemblement est appelé à 14h 30 à Rouen, place des emmurés.

● Une quinzaine de praticiens de Seine-St-Denis ont formé un groupe de soutien et d'action, où, tout en estimant que la suppression de l'ordre n'est qu'une partie du problème, ils demandent la suppression de l'institution ordinaire.

● Le Syndicat national des psychiatres en formation (SNPF) réclame la dissolution du conseil de l'ordre, et se déclare solidaire de toute initiative allant dans ce sens.

● 75 médecins de Gironde appellent à se rassembler, dimanche, devant les locaux du conseil régional devant lequel sont convoqués trois praticiens de Loire-atlantique.



C'est dès le début des années 60 que l'orientation nucléaire a été prise par le capital financier. Paribas, Suez favorisent la formation de groupes capables d'équiper les centrales (Creusot-Loire, CGE...) et de les alimenter en combustible (PUK: Pechiney-Ugine-Kuhlmann). L'avènement du nucléaire doit permettre le regroupement des différents secteurs de l'industrie française qui lui sont liés et faciliter leur insertion sur le marché mondial, à la remorque de grandes multinationales américaines comme Westinghouse ou Général Electric.

Ainsi, on lit dans le très officiel bulletin d'information du CEA de Novembre 1974: « Le marché mondial potentiel est évalué à 3 500 centrales de 1000 MW¹ installées en l'an 2000. Ceci explique que dans le but de gagner du temps et de bénéficier immédiatement d'une expérience étendue et de prendre position aussitôt que possible sur le marché d'exportation, il ait été décidé de bâtir la compétence industrielle française sur la base de licences américaines » (p.4). Voilà qui éclaircit bien le choix récent pour la filière unique Westinghouse (voir notre document)

Les entreprises concernées

Cette orientation concerne d'abord bien sûr la construction de centrales. Le parc électro-nucléaire français constitue à lui seul, pour le dernier quart du XX^{ème} siècle, un marché fabuleux: dans l'hypothèse la plus basse, plus d'une centaine de réacteurs à eau légère dont le coût est aujourd'hui évalué à 2 milliards de NF (1976) l'unité. Quelles entreprises concernées? D'abord Framatome, société d'ingénierie, à majorité Empain-Schneider, et à laquelle appartient le CEA. Ensuite Creusot-Loire pour la métallurgie, SPIE, Batignolles pour le génie civil, Merlin-Gerin pour la construction électrique, société sous contrôle Empain-Schneider. Le CEA est là pour assurer son soutien technique et garantir les profits; EDF pour coordonner et diriger la construction des installations générales sur chaque site, mais aussi pour faciliter l'exportation de centrales, par le biais de la SENEX (Service d'Équipement Nucléaire Extérieur).

Quant à la CGE, jadis sur les rangs avec une licence General Electric, elle est évincée et devra se contenter des turboalternateurs. Alsthom, initialement impliqué dans la même filière sera largement indemnisée. (voir notre document)

Des profits considérables

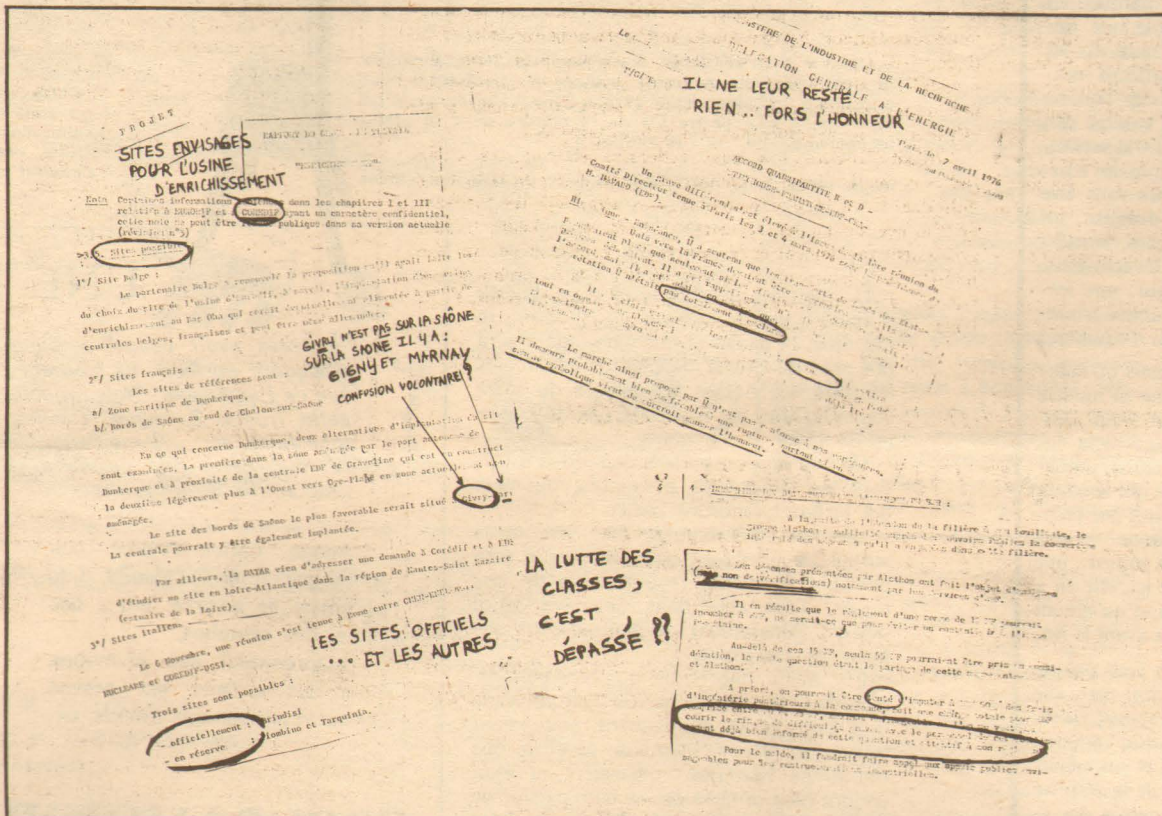
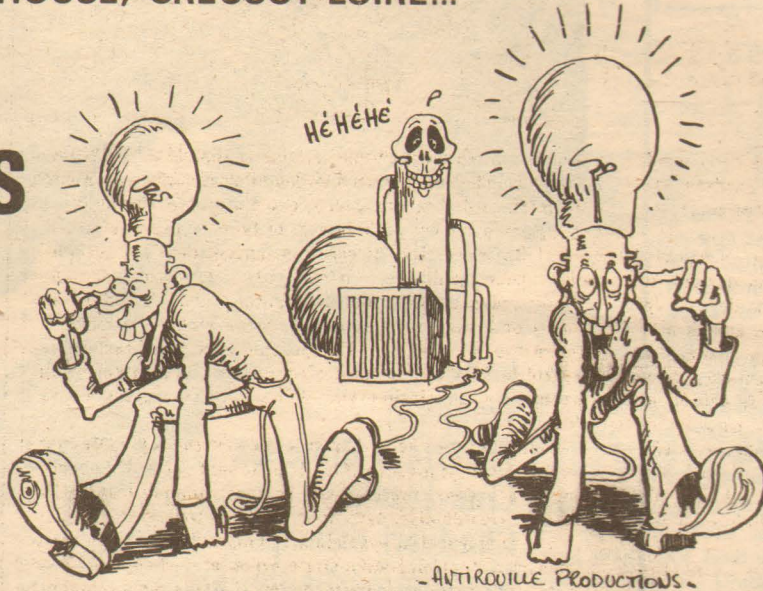
Le cycle du combustible est l'autre pièce essentielle de l'industrie nucléaire. Les capitaux investis sont surtout d'origine publique. Le CEA participe à des sociétés d'exploitation dans le monde entier (surtout en Afrique) où se retrouve, à côté des états locaux, PUK, Nickel-Pennaroya, la CFP. Les capitaux français ont ainsi accès à près de 15 % des réserves mondiales.

Sur le plan de l'enrichissement l'industrie française, soutenue par des capitaux allemands, va jouer un rôle pivot en Europe, avec l'usine du Tricastin: Eurodif.

LA LOGIQUE DES NUCLEOPATHES

PECHINEY, WESTINGHOUSE, CREUSOT-LOIRE...

LES SEIGNEURS DE L'ATOME



Extraits d'un document confidentiel de la Délégation Générale à l'Energie. (AVRIL 76)

Pour cette seule usine, un document de la Délégation Générale à l'Energie, d'avril 76, indique un total de dépenses s'élevant à 22,259 milliards de francs (actualisés Janvier 76). Mais les profits escomptés

sont considérables: « C'est au total un avantage de 65 milliards sur notre balance des paiements qu'apporte Eurodif au cours des 20 prochaines années ». Et l'on prépare la construction d'Eurodif II (Coredif),

l'un des sites retenus étant Givry (ou Gigny-Marnay) au sud de Chalon-sur-Saône. (voir document)

Pour l'impérialisme US

PROFITS MAXIMUM, RISQUES MINIMUM

Extraits d'un document confidentiel de la Délégation Générale à l'Energie

Les USA vendent 70 % du matériel nucléaire commandé dans le monde, ce qui correspond à 1 % de leurs ventes. L'objectif de l'organisme gouvernemental ERDA (chargé de la politique de Recherche et de Développement de l'Energie) et des grandes firmes à base américaine est de quadrupler ce pourcentage dans les 25 années à venir.

Les « risques » de cette politique sont de trois ordres:

— **risques stratégiques**: ou bien le pays fournisseur (les USA) traite sur son sol les combustibles irradiés de ses clients, avec les risques écologiques que cela comporte; ou bien il refuse, et le client peut alors disposer du plutonium contenu dans ces déchets radioactifs. Le risque militaire et stratégique est encore plus grand.

— **Risque financier**: c'est celui qui fait le plus peur. L'Eximbank est là pour le couvrir et assurer les industriels contre tout risque de non-paiement au cas, par exemple, où le pays client ne s'acquitterait pas de ses obligations (nationalisations...). Les fonds dont dispose cette banque sont à 100 % publics et peuvent aller jusqu'à 25 milliards de dollars... Elle accorde des prêts au prorata du matériel US utilisé par l'acheteur, elle permet d'exercer des pressions économiques et politiques de tous ordres.

— **Risque écologique** pour les pays clients: l'ERDA s'en fout: « Toute tentative des USA pour évaluer l'impact des centrales nucléaires (...) sur l'environnement de territoires étrangers serait une pure spéculation (...). Les USA ne sont pas en position morale, ni légale, d'évaluer à la place des nations étrangères les procédures et la politique à suivre pour déterminer ce qui est écologiquement acceptable par leurs populations. »

Note réalisée d'après le numéro 4 de la revue Ecologie, publiée par l'APRE (Agence de Presse Réhabilitation écologique).

les temps modernes

SOUSCRIPTION D'OC

Le journal *Lutte occitane* lance une souscription pour la création d'un *ostal occitan* à Paris, lieu où pourraient venir les déracinés qui arrivent à la capitale, une possibilité pour expliquer la lutte occitane, un lieu où créer une librairie occitane. Toute participation: *Lutte occitane*, 10 rue Fourcade à Paris ou au CCP J. Duclos 19 520 47 Paris.

PRISON SURPEUPEE A TOULOUSE

Deux détenus poursuivent depuis une dizaine de jours une grève de la faim à la prison St-Michel de Toulouse, pour protester contre les conditions de détention et notamment la surpopulation: la prison qui est prévue pour une capacité maximum de 303 personnes en contient actuellement 385. M^{re} Etelin, avocate au barreau de Toulouse signale qu'en effet les conditions de détention provisoire qui doit être l'exception et est en fait la règle.

HAVRE PUANT

La plus grande partie de l'agglomération havraise a été recouverte mardi soir par une nappe de gaz sulfureux,

Ces déjections ont provoqué une certaine émotion dans la population où plusieurs dizaines d'appels aux pompiers et à la police ont été recensés

Les femmes du collectif de coordination des groupes femmes de la région parisienne appellent à une réunion de coordination aujourd'hui, à 20 H, tour 46, Jussieu.

A l'ordre du jour: bilan du Premier Mai, confrontation des témoignages, bandes sonores, photos concernant la manif et les heurts avec le service d'ordre CGT.

RECTIFICATIF

Les éducateurs du foyer des Buissonnets à Marseille, fermé à cause des méthodes pédagogiques qui y étaient pratiquées, ont recueilli 2000 signatures pour sa réouverture et non 200, comme nous l'avons écrit.



Un collectif d'enseignants d'Education physique appelle à une réflexion critique sur les Jeux olympiques.

Ces enseignants considèrent que leur rôle n'est pas de détecter les futurs champions le plus tôt possible à l'école.

Enseignants d'Education physique intéressés, prenez contact, par écrit, avec la rédaction du journal qui transmettra.

Nous analyserons demain les conséquences de cette politique pour les travailleurs.

des fleurs et des pavés théâtre

LA FAMILLE

C'est deux frères, une sœur, entre 17 et 25 ans, à peu près. Ils s'installent dans un taudis d'une zone en démolition. Ils montent un château de cartes : une boutique de fleurs ; les cartes tomberont les unes après les autres, avant que les balles des flics ne les fassent tomber eux-mêmes.

C'est une famille tronquée, mais la famille est toute entière présente dans chacun, par des marques profondes et indélébiles, terriblement. Ils n'ont plus de liens tangibles avec leurs parents : le père, collabo a donné la mère, juive (prostituée ?) aux Allemands, et il a disparu. Mais il a violé sa fille et depuis, elle n'a plus jamais parlé. Et chacun draine ainsi sa plaie.

Un écheveau inextricable

C'est une quête de ce qui manque et marque : en amont les parents, en aval la famille hypothétique, impossible. Concrètement ? Ils reproduisent entre eux les liens familiaux au complet : un écheveau affectif inextricable et sans fin. Car ils la reproduisent comme étant le produit ébréché, taré, mais aussi comme son terme : perdus dans une cellule plus grande, la société, qui spolie et ruine les familles du bas peuple, les écartelle, ils ne peuvent mettre le nez dehors sans être pressurés, ballottés, rejetés. Tandis que dedans... on tourne en rond certes, c'est tendu, menaçant, le cadet sort son cran d'arrêt pour un rien, prêt à les tuer tous, c'est étouffant, mais il y a là une moiteur, une tendresse indispensable, une chaleur moléculaire irremplaçable, qui maintient en chacun son peu d'équilibre.

On reste donc replié sur la famille, mais un substitut de famille, la vraie, celle qu'on donne en modèle dès le plus jeune âge, il faudrait sortir pour l'envisager, et à l'intérieur elle est biologiquement inconcevable. Il y a bien une femme, bourgeoise, amoureuse de l'ainé qui vient vivre avec eux (ce qui apparaît au premier abord peu logique, mais on finit par comprendre très bien la présence de cette femme : ici elle trouve ce qu'elle ne trouve pas dans son milieu : une attention, une solidarité et puis de vivre ici, elle en a pris la décision seule : la première décision qu'elle ait jamais prise dans sa vie), mais elle partira avant la fin.

La famille s'arrête là, mais elle n'en finit pas de s'arrêter là. Elle ne peut plus être génitrice, mais elle produit toujours sa carapace : chaque rapport inévitable avec l'extérieur engendre une situation extrême, où l'on est prêt à occire l'intrus, les siens et soi-même. Enfin, vus avec les yeux de l'inspecteur de la sécurité et de la santé qui vient les traquer, ils seront des sociaux et comme tels ils seront chassés, séparés, mis sous surveillance. Or, ils ont déjà eu le temps d'éprouver que cette société était fondamentalement asociale et préféreront la résistance jusqu'à ce que la police les extermine purement et simplement.

Un feuilleton tragi-comique

La pièce est écrite sur le mode du feuilleton, mais idéologiquement du contre-feuilleton. Le fait qu'elle ait été produite par la radio n'hypothèque pas sa force de signification. Simplement, comme elle suit dans le détail et dans le foisonnement des anecdotes la vie quotidienne de ces frères et sœur, elle est incontestablement malléable. Et conçue d'une certaine manière, on comprend que pour Yves Mourousi, l'inénarrable et servile chantre des médias (qui présentait le feuilleton et que la pièce utilise à contre-sens) elle n'était qu'une succession d'aventures aussi amusantes qu'insolites « pour toutes les familles ».

Mais telle qu'elle est montée et jouée ici, elle met en relief avec une rare pertinence toutes les nuances de l'apreté d'une société qui n'est pas faite pour l'homme, toutes les nuances de ses répercussions désagréatrices sur l'individu. Et que tous ceux qui tirent un trait d'union entre réalisme et stérilité de l'imagination aillent voir cette pièce. Ils découvriront que la réalité est infiniment plus riche que l'imagination et que l'imagination qui sait y plonger peut en tirer à la fois tout le tragique des conséquences d'une société qui défie le bon sens, et tout le comique (car on rit beaucoup, même énormément) de ses contradictions.

La famille, jouée dans un infiniment petit théâtre, mérite non seulement qu'on la remplisse pour la voir, mais qu'on lui fasse sa place.

P. Razdac



**Imago
Troupe Z
Théâtre à Bretelles
Ciné-Luttes
Charivari monstre
Manège enchanté, etc.**

Durant trois semaines, il y a quelques mois, plusieurs groupes culturels militants avaient pu confronter leur pratique à l'occasion d'une parade dans la Cartoucherie de Vincennes : « La petite vis de la culture dans le grand mécanisme de la révolution ».

Ils se retrouvent aujourd'hui. Avec un grand projet : investir les places

Un lieu où l'on pourra voir la vie d'aujourd'hui à travers le théâtre, la musique, la danse et le cinéma, où il sera possible de rire et de pleurer devant les illusions, les héros, les valeurs de cette vieille société qui n'en finit pas de crever et de rêver d'une autre.

Un lieu où l'on parlera des luttes à travers les spectacles présentés, où ceux qui luttent viendront parler.

Un lieu d'échanges, de rencontres autour de pratiques culturelles qu'il sera possible et même recommandé de critiquer. Tout cela dans un pays où il devient décidément de plus en plus difficile de s'exprimer !

Il y avait longtemps qu'on y pensait, mais les bourgeois et les cultureux de tous poils qu'ils soutiennent, occupaient toutes les places. Même si, ça et là, des tentatives héroïques naissaient, il était encore bien difficile de les faire exister de façon prolongée ou de les sortir de la marginalité où, de force, elles restaient cantonnées (galas de soutien aux luttes, 10 % lycéens, fêtes locales, ciné-club, MJC en péril, quelques comités d'entreprise...).

Mais aujourd'hui, en nous louant leur chapiteau, le groupe Ciné-mobil (groupe allemand de cinéma ambulant), nous donne la possibilité d'organiser une tournée de trois mois dans le sud de la France.

Même si cette tournée ne constitue pas l'alternative d'ensemble qui reste à construire, elle est un premier pas vers la mise en place d'espaces d'expression autonome face aux circuits de production et de diffusion de la culture bourgeoise qui engluent nos consciences jusque dans nos vacances, comme le goudron englu les plages, bref, qui nous bouffe la vie.

Nous, c'est *Le Collectif du grain de sel*, composé au départ de groupes parisiens, mais qui n'a de sens que s'il s'élargit aux groupes qui, localement ont le même type de pratique et de préoccupations.

Il s'agit durant ces trois mois de proposer un type d'animation différent, avec la possibilité de sortir du chapiteau pour faire de la musique, du théâtre, des parades, dans la rue, des ateliers (dessin, musique, masque) pour les enfants, mais pas seulement, bref, de renouer avec les bonnes vieilles traditions populaires que les Guy Lux and Co tentent de faire crever, et de réinvestir la place publique.

Il s'agit de faire circuler la contre-information et de lier l'expression culturelle à la réalité des travailleurs ; faire de ce cadre un lieu d'expression et de popularisation des luttes à partir des produits présentés (sketches de Z, films de ciné-lutte, chansons de Carlos...), en liaison avec les luttes locales :

— *luttes ouvrières et paysannes* (nous avons déjà proposé aux travailleurs de Lip, de Fougères, de Griffet... aux viticulteurs, de s'accrocher à notre tournée),
— *luttes culturelles* (questions occidentales, université catalane, différents comités de quartiers qui luttent sur ce terrain).

Pour que ce projet atteigne ces deux objectifs de popularisation et de renforcement d'initiatives locales, nous faisons appel à tous les groupes ou individus pour qu'ils entrent le plus rapidement possible en contact avec nous :
— s'ils veulent s'exprimer dans le cadre du chapiteau,

— s'ils veulent reprendre en charge l'organisation de la tournée sur place. Pour que cette tournée soit un succès :
— organisez des collectifs sur place,
— proposez des initiatives éclatées sur une ville ou sur une région,
— organisez la participation des sections syndicales et des boîtes en lutte,
— popularisez partout l'idée du chapiteau.

Les imprésarios et les mécènes sont loin, bien loin. Cette tournée sera ce que nous en ferons.
Pour tous contacts : adresse et permanence tous les jours de 18 à 20 heures : local de l'Agave, 55 rue Traversière - 75012 Paris. Tél : 508 88 21.

Bientôt en tournée dans le Midi

LE COLLECTIF DU GRAIN DE SEL

publiques du midi durant trois mois, grâce à une caravane, un groupe mobile fourni par une troupe allemande. Cette rubrique est aussi le lieu d'expression de tous ceux dont la voix, parce qu'elle est discordante, parce qu'elle n'accepte pas les règles du grand jeu de l'oisie culturel, est étouffée. Nous laissons donc la parole au « Collectif du grain de sel ».

UNE FETE

Après avoir beaucoup pleuré pour trouver des sous en vue d'acquiescer un local, ils pleurent maintenant pour avoir des sous en vue de l'aménager. Trois millions, ils leur faut. Mais quand on s'appelle Troupe Z, Imago, Théâtre à Bretelles, le Charivari monstre, Ciné-lutte, etc..., la meilleure façon de pleurer, c'est encore de faire la fête. Cette fête occupera notre samedi de 14 H à 24 H. Au programme entre autres :

Imago, Carlos Andreu, des montages sur l'Irlande, le chômage, le divorce, etc..., des films, des sketches.

L'après-midi une animation pour les enfants est prévue autour d'un manège. Stands, ex-

pos, musique, buffets partout en et permanence. Entrée 15 F et 5 F pour les enfants.

Au théâtre de l'Aquarium, M° Château de Vincennes, bus 36, arrêt champ de manœuvre.

PROGRAMME DE LA TOURNÉE

JUIN

Mass dévia, Manège Carmagnole, Ciné-lutte + autres films

4^e semaine : **Marseille**
Théâtre à Bretelles
Troupe Z
+ films

AOÛT

1^{ère} semaine : *Nîmes ou Montpellier*
Santa Klaus, Germinal, Manège, Ici et maintenant, Carmagnole

JUILLET

1^{ère} semaine : **Marseille**
Théâtre à Bretelles
Manège, MGM, Ciné-lutte, + d'autres films
Troupe Z

2^e semaine : ?
Manège, Santa Klaus, Ici et maintenant...

2^e semaine : *Nîmes ou Montpellier*
Même programme que première semaine

3^e semaine :
Carlos Andréou, Manège, Macloma, Ici et maintenant, le temps des Cerises

3^e semaine : **Avignon**
Mass dévia, Troupe Z, MGM, Théâtre à Bretelles, Ciné-lutte, Manège, + films

4^e semaine : *Pays Basque*
Imanol, Carlos Andréou, Manège, Macloma, Ici et maintenant

4^e semaine : *Alès et Pont de Montvers*
Ici et maintenant, Théâtre à Bretelles,

Nota : les villes en gras sont les lieux de passage certains. Pour les villes en italique, nous avons besoin de plus de précisions. Regroupez-vous, contactez-nous.

(1) De l'auteur hollandais Lodewijk de Boer, auteur d'une dizaine de pièces jouées en anglais, allemand, italien, yougoslave, danois... Elle est mise en scène par Jean-Christian Grinevald, assistant de Rosner... Elle est jouée par M. Bénichou, J-P Sentier, Geneviève Mnich, Françoise Lalande, Sylvie Favre, Michel Berto, Charlotte Maury, Gérard Lorin. A la Cour des Miracles, première partie jours pairs, deuxième partie jours impairs.

prise de parole



En réponse à l'article de Malamati Soufarapis, Rouge du mardi 27 avril

A la lecture de l'article de MA. Macchiocchi, Les femmes et la traversée du fascisme (1), nous y trouvons un grand intérêt documentaire (d'accord pour cela avec MS). Il fallait que soient enfin énoncés clairement l'asservissement et l'auto-aliénation des femmes pendant le fascisme. Mais il y a certains de ces documents que MS semble avoir oubliés et qui demandent une lecture radicalement différente : en Allemagne, Heil Hitler criaient les mères au milieu des douleurs de l'enfantement, puis elles voulaient que leur bébé soit présenté à un portrait du führer... En Italie, le duce salue à la romaine. Les femmes brandissent leurs enfants. Le duce apparaît au balcon. On compte combien de fois il paraît. Le duce re/salue, re/à la romaine. Les femmes rebrandissent leurs enfants. Elles agitent de petits drapeaux et des mouchoirs. Puis elles re/brandissent les enfants de la louve... Lui re/brandit le bras à la romaine. Elles redisent Merci Duce.

Les femmes nazies, elles, quand Hitler leur parlait faisaient pipi de plaisir, par terre, irrésistiblement, durant le rassemblement. On n'a pas de détails physiologiques aussi précis concernant les femmes fascistes, mais il semble qu'elles poussaient surtout des cris aigus de plaisir, soulevées, tendues vers lui... Mussolini, le 2 décembre 1935 inventa le don de l'or à la patrie... La journée de l'alliance. Les femmes fascistes acèrent leur alliance en or par un anneau en acier de quatre sous. Les femmes accomplissaient ainsi un second, ou double mariage, celui avec le fascisme... Voir aussi la journée des alliances au Chili, Mme Pinochet montrant l'exemple, comme ici la reine d'Italie.

Devant de tels phénomènes, une analyse marxiste révolutionnaire, de même qu'une analyse féministe orthodoxe sont nécessaires mais non suffisantes. En effet, l'explication marxiste révolutionnaire comme celle du consensus féministe (tel qu'il a été formulé jusqu'à présent), qui consiste à dire que l'oppression des femmes pendant le fascisme est due à leur surexploitation économique et à leur confinement au foyer, ne permet pas de résoudre le problème que pose une telle adhésion des femmes au fascisme contre leurs intérêts réels de sujets. Nous sommes d'accord avec MA Macchiocchi pour pointer l'énigme de cet écho que le fascisme a

trouvé parmi les femmes. Il ne s'agit pas là de phénomènes facilement analysables.

S'il y a déjà crime de lèse-majesté à oser critiquer une carence du mouvement de femmes (dont nous sommes partie prenante) alors qu'il est en pleine recherche de sa propre analyse politique et historique, n'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter d'un certain mythe des femmes trop simplement victimes lorsqu'elles sont réactionnaires ? De quoi les féministes ont-elles peur lorsqu'elle bornent leur analyse du fascisme et des femmes à la description du pouvoir fasciste et de ses mesures contre les femmes (de même les organisations révolutionnaires n'ont pas souvent parlé de la nature de la participation du prolétariat au fascisme) ? Comme ces organisations, les divers courants féministes ne se sont pas interrogés sur l'irrationnel du fascisme, sur la faculté que les femmes ont (eu) de participer violemment à leur oppression et cela d'une façon spécifique.

Cette pudeur nous semble grave, car ouvrir les yeux sur ce problème c'est non seulement comprendre mieux, pour nous, la nature de notre oppression, c'est aussi se donner les moyens de combattre plus efficacement le fascisme qu'à l'aide de schémas simplistes.

Autour de quel pot (interdit et automatiquement douteux et désirable, l'injure suprême !) tournons-nous ? Nous n'avons pas l'intention d'apporter la réponse de la psychanalyse (qui, par définition, qu'on s'en dise, échappe aux réponses toutes faites), mais elle peut éviter aux marxistes révolutionnaires et encore plus au mouvement des femmes de verrouiller dangereusement ce qui est l'insaisissable de notre oppression et de notre participation à cette oppression.

Oui ! il y a un rapport entre la jouissance féminine et le pouvoir !

Oui ! il y a un rapport entre la jouissance et le pouvoir ! Oui ! il y a un rapport entre la jouissance et beaucoup d'autres choses !

Cela reste d'urgence à creuser et ça ne veut pas dire, comme on s'obstinera sans doute à nous le reprocher, abandonner le marxisme révolutionnaire, abandonner la construction du mouvement de masse des femmes.

Thérèse et Marie-Claire

(1) Eléments pour une analyse du fascisme. Séminaire de MA Macchiocchi Coll. 10/18, UGE, 1976.

télévision

TF 1

- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir : **Sacrés fantômes**
Une histoire de suaires dans un palais napolitain du 17^e siècle.
- 22.10 Arcana, une émission de Maurice Le Roux
Une répétition commentée du quintette à deux violoncelles de Schubert, avec Pierre Fournier. Quand la grande musique devient passionnante et à la portée de tous...

A 2

- 20.00 Journal
- 21.30 Apostrophes : les journalistes, l'argent et l'objectivité
Avec Périer-Daville, auteur de *Main basse sur le Figaro*, Philippe Bœgner *Oui patron* sur l'empire Prouvost et Michel Legris *Le Monde tel qu'il est*. (Voir ce soir sur l'A 2)
- 22.40 Ciné-club : **Place au rythme, un film américain de Busby Berkeley (1939)**, avec Judy Garland, Mickey Rooney, etc...
Une comédie musicale comme on n'en fait plus...

FR 3

- 19.40 Tribune libre : le comité national de liaison **Défense-Armée-Nation**
La seule réponse, avec la répression, que le pouvoir a donnée aux revendications des soldats, c'est la création de ce comité-bidon. Nous ne nous étonnons pas de voir Jacques Isnard lui servir ici de caution !
- 20.30 Vendredi.
L'émission de Maurice Cazeneuve a pour thème la sexualité des français.
Avec Jean Carpentier (*Apprenons à faire l'amour*), Alain Touraine, Roger Dadoun et des lycéens. Une approche démystificatrice de la sexualité.
- 21.30 Les grandes batailles du passé : les Dardanelles en 1915.
Une émission d'Henri de Turenne.
- 22.20 Journal

Dans l'objectif

PERIGUEUX

Week-end folk au Palis des Fêtes de Périgueux : vendredi à 21 heures, bal folk avec Perlinpinpin, samedi à 20 h 30 le Théâtre à emporter et encore Perlinpinpin, dimanche Marti à 17 h.

RENNES

A 20 h 30 vendredi et 21 h samedi, du théâtre à la Maison de la Culture : le *Grand Valet* de Per Jakes Hélias par la TBM. Mise en scène Roger Guillo. Salle Serreau. Entrée : 16 F.
Toujours samedi et au même endroit : rencontre-poésie avec : Jean-Claude Chenut et Hervé Delabarre, à 20 h 30. Entrée libre.
N'oubliez pas non plus que l'exposition « Maïakovski, 20 ans de travail », tout droit venue du Musée littéraire de Moscou est encore là jusqu'au 10 mai.

TOULOUSE

Vendredi à 21 h Hall Commingo (Colomiers) : le chanteur occitan Marti.
Conférence-débat (avec projection de films) à la Bourse du Travail : « La Catalogne aujourd'hui » avec le cinéaste catalan Pere Portabella.
Quant à la cinémathèque elle donne deux films à voir et à revoir : *la jeune fille et le hooligan*, de Maïakovski et *L'homme à la caméra* de Dziga Vertov à 20 h 30.
Le lendemain : le grenier de Toulouse (18 h 30) accueille le vernissage de l'exposition : « La vie quotidienne en URSS entre 1917 et 1935 vue par le cinéma ». Exposition réalisée par la cinémathèque.
Enfin le chanteur Vincent Longo sera à 21 h samedi au café-

théâtre « les Jacobins » (rue Pargaminières).

MARTIGUES

« Lo Théâtre de la Carriera » - théâtre populaire occitan organise une intéressante manifestation : jusqu'à samedi ses séances de répétition sont en permanence ouvertes au public qui, chaque jour, peut rencontrer les comédiens, assister ou participer s'il le désire au travail de confection des décors, suivre les discussions de la troupe sur la mise en scène, etc. La pièce qu'il prépare s'intitule *La liberté ou la mort ! ou La révolution française de 1789 en Provence*. Première lecture publique ce soir à partir de 18 h 30 à la salle du Grès. Débat avec l'auteur et les membres de la troupe. Buffet à 20 h.

ORLEANS

Dans le cadre du festival du spectacle pour l'enfance et la jeunesse, le Bricolo théâtre présentera vendredi à 15 h *rande récré* (réservé au 8-10 ans). Carré St-Vincent - Tél : 87 90 87

PERIGUEUX

Week-end folk au Palais des Fêtes de Périgueux : vendredi à 21 heures, bal folk aperlpinpin, samedi à 20 h 30 le Théâtre à emporter et encore Perlinpinpin, dimanche Marti à 17 h.

STRASBOURG

L'Ecole Emancipée organise « 5 heures sur l'école » de 15 h à 20 h à la maison des syndicats (salle A). Un film, une librairie, des forums (quelles luttes dans

l'école ? liaisons étudiants-enseignants-travailleurs ; Réforme Haby ; autres propositions...), le théâtre de l'ombre aussi. Enfin Jean Papinski viendra tirer un bilan de sa lutte contre l'inspection et Jean-Pierre Blache parlera du contenu idéologique de l'enseignement.

La Maison des arts et des loisirs, quant à elle, accueille Jonathan Mezze qui présentera « Arlequin prend le monde ». 20 h 30, rue du Pont-Saint-Martin (samedi 8).

SEMAINE DES CAHIERS DU CINEMA

VENDREDI

14.00 : Macadam à deux voies, de Monte Hellman
16.00 : L'Olivier, du groupe cinéma-Vincennes
18.00 : Bonne chance la France, de Cinéclutte
22.00 : Débat sur le film avec le metteur en scène
24.00 : Film inédit (non communiqué)

SAMEDI

14.00 : Les aventures de Pinocchio, de Luigi Comencini
16.00 : Les trois conseils, de Jean Rouch (sous réserve, inédit)
18.00 : Ze Diogo et Torrebela, films militants portugais (inédits) de L. Galvao Teles
20.00 : La douceur de nos mœurs, de Alberto Seixas Santos (Portugal-inédit)
22.00 : Jaime, de Antonio Reis (Portugal)
24.00 : débat sur les films portugais
24.00 : Tras os montes, de Antonio Reis et Margarida Cordeiro (Portugal-inédit)

DIMANCHE

14.00 : Milestones, de Robert Kramer et John Douglas
18.00 : Sao Bernardo, de Léon Hirzman
20.00 : Os Confidentes (la conspiration) de J. Pedro de Andrade (inédit)
22.00 : Le médecin aux pieds nus, film chinois (inédit)
24.00 : Film inédit (non communiqué)

ROUEN

Les Ballets de la Cité présentent au théâtre Maxime Gorki à Petit-Quevilly ce soir et demain à 20 h 30 trois créations :

VALENCE

A nouveau le clown atomique Jean Kergrist, avec sa centrale baladeuse ; il a décidé de contaminer toute la région.

ANNECY

Magnum voyage beaucoup : après être passés à St-Raphaël, ils sont maintenant pour la soirée au Théâtre municipal.

MONTPELLIER

Invité par l'association d'étudiants en espagnol « Caravane romane », le Cuarteto Cedron sera ce soir à 21 h au cinéma « le Régent ».

ALES

Le théâtre de la rampe dont nous avons (un peu) parlé il y a deux jours, présentera samedi soir à 21 h : *L'autre Don Juan* au théâtre municipal d'Alès.

AUBERVILLIERS

Le Magic Circus donnera trois représentations de son nouveau spectacle : *Les grands sentiments* au théâtre de la Commune vendredi et samedi à 20 h 30, dimanche à 17 h.
Quant au studio, il programme *La Bête*, *Rosemary's Baby*, *le jardin des délices*. En appelant le 8 33 16 16 on peut savoir à quelles heures.

BURES

Les films de Méliès à 21 h vendredi et une exposition de dessins de Folon tout le week-end à la MJC.

CLICHY

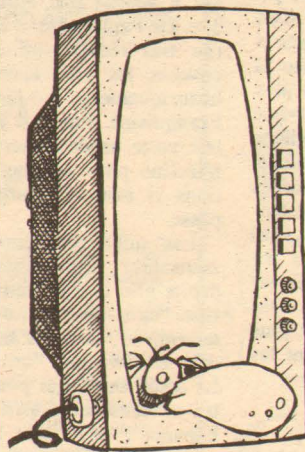
3^e Festival de bande dessinée d'expression française à la maison du peuple, 39 bd du Gal Leclerc, il y a des expos, des montages audio-visuels, des débats avec les dessinateurs, etc. Tél : 270 03 18, ça dure tout le week-end mais il y a des horaires précis.

CROISSY SUR SEINE

Lard Free pour 7 F à 20 h 30 à la salle es fêtes, rue d'Eprenesnil, RER Chatou-Croissy.

JOUY EN JOSAS

Le 7 à HEC, les apprentis épiciers organisent leur école une nuit de la nouvelle musique à partir de 21h. Il y aura Danalan 01, Elisabeth Wiener et Horacio Vaggione, Vincent le Masne et Bertrand Porquet, etc. Tous ces gens-là s'inspirent de la « nouvelle musique américaine » genre La Monte Young, Phil Glass...



ARCUEIL

Gong et Zao jouent leur musique sous un chapiteau de 4 500 places au stade Ducasse de 20 h à minuit le 7 mai. 25 F mais c'est de la très belle musique.



secrétaire du
Parti Socialiste Ouvrier Espagnol

Interview de Felipe Gonzales

● Quand tu parles de reconnaissance de toutes les forces politiques, cela comprend la légalisation du parti communiste espagnol ?

De tous les groupes sans exclusive, y compris les groupes communistes. Non seulement le PCE mais aussi les autres groupes communistes qui existent en Espagne.

● Est-ce que les conditions posées par le PSOE pour le référendum valent aussi pour les élections à la chambre basse de 1977 ?

Effectivement, d'ailleurs les unes découlent de l'autre. Le problème c'est que la méthode proposée par le gouvernement pour conduire le pays à la démocratie, selon ses propres termes, est, selon nous, une méthode qui ne mènera pas à la démocratie.

Conquérir des parcelles de liberté

● On a beaucoup parlé, notamment après ton déjeuner avec Fraga Iribarne, d'une rupture pactée, d'une possibilité d'entente entre les secteurs « réformiste » du gouvernement et l'opposition démocratique. Il semble qu'aujourd'hui après le discours d'Arias Navarro cette voie soit définitivement bouchée. Dès lors comment perçois-tu l'évolution du régime ?

Du point de vue du programme de la coordination démocratique les conditions premières pour s'acheminer vers la démocratie c'est la liberté pour les partis politiques, les organisations syndicales et ses corollaires, la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés etc... La deuxième phase de cette période de transition vers la démocratie serait l'ouverture d'un nouveau processus constituant. C'est cela que signifie la rupture démocratique. Le premier pas : les libertés fondamentales. Le second, l'ouverture d'un processus constituant pour que le peuple choisisse souverainement la constitution qu'il désire. Le « réformisme » lui propose un premier pas qui est l'octroi de libertés politiques limitées, excluant les communistes, et un second pas qui n'est pas l'ouverture d'un processus constituant, mais la réforme des lois actuellement en vigueur. Nous pourrions considérer que la divergence sur le premier point est une divergence de nuance (« de matiz »), mais sur le second point, l'opposition est totale. Du point de vue démocratique, le référendum devrait déterminer si le peuple veut la réforme des lois actuelles ou une nouvelle constitution. Le gouvernement n'accepte pas que cette question soit posée. Cela signifie que l'Espagne va continuer à vivre une situation où n'existe plus la dictature et où il n'existe pas non plus de situation démocratique. C'est une période intermédiaire durant laquelle le peuple et les organisations politiques occupent progressivement des parcelles de liberté. Le 1^{er} mai, le rassemblement de la Casa del Campo où l'Internationale a pu être chantée, a été autorisé. Mais ces parcelles de liberté ne sont pas reconnues par la loi. Dès lors la politique est chaque jour plus tendue à mesure que se renforcent les chocs et les distorsions.

Isoler l'extrême-droite

● Dès lors comment vois-tu l'évolution de la situation dans les prochains mois ?

L'essentiel, c'est que l'opposition reste coordonnée alors que les oppositions au sein du gouvernement entre le bunker et le réformisme vont aller en augmentant. Ainsi la puissance de la force démocratique s'accroîtra tandis que la base politique et sociale

sur laquelle s'appuie le réformisme se réduira. Celui-ci n'aura plus alors d'autre choix que de venir s'aligner sur les positions démocratiques.

● Mais s'il y a une réduction de la base sociale et politique du réformisme, cela ne signifie-t-il pas qu'à court ou moyen terme vont se trouver face à face l'extrême droite et l'opposition démocratique et qu'alors la confrontation sera difficilement évitable ?

Certes, mais la confrontation sera pratiquement inexistant parce que l'ensemble des forces démocratiques représentent un éventail social extrêmement large. 80 ou 85 % des Espagnols. L'extrême droite, l'extrême droite ne représentent que 6 ou 7 %.

● Mais qui dispose d'importants relais dans l'appareil d'Etat ?

La situation peut déboucher très vite sur une grave crise de gouvernement et une nouvelle attitude du réformisme sur ce que peut être l'alternative démocratique. Mais le grand problème en Espagne c'est que du point de vue des rapports de force entre les classes sociales, au sein de l'ensemble des forces démocratiques, il n'y a pas aujourd'hui des forces suffisantes pour démanteler l'appareil d'Etat. Il faut donc mener une politique d'exacerbation des contradictions au sein du pouvoir, qui nous permette d'attirer la base sociale la plus large pour mener à bien la rupture démocratique.

Si ce déplacement se produit, il affectera l'ensemble du capital financier et du capital industriel. Pas pour des raisons de convenance mais dans la défense de leurs propres intérêts. Ces secteurs ont besoin d'un marché mieux adapté, du point de vue même de leur développement en tant que classe. Dès lors il ne restera à côté de l'extrême droite que le capitalisme de rapine, produit par la corruption du régime précédent.

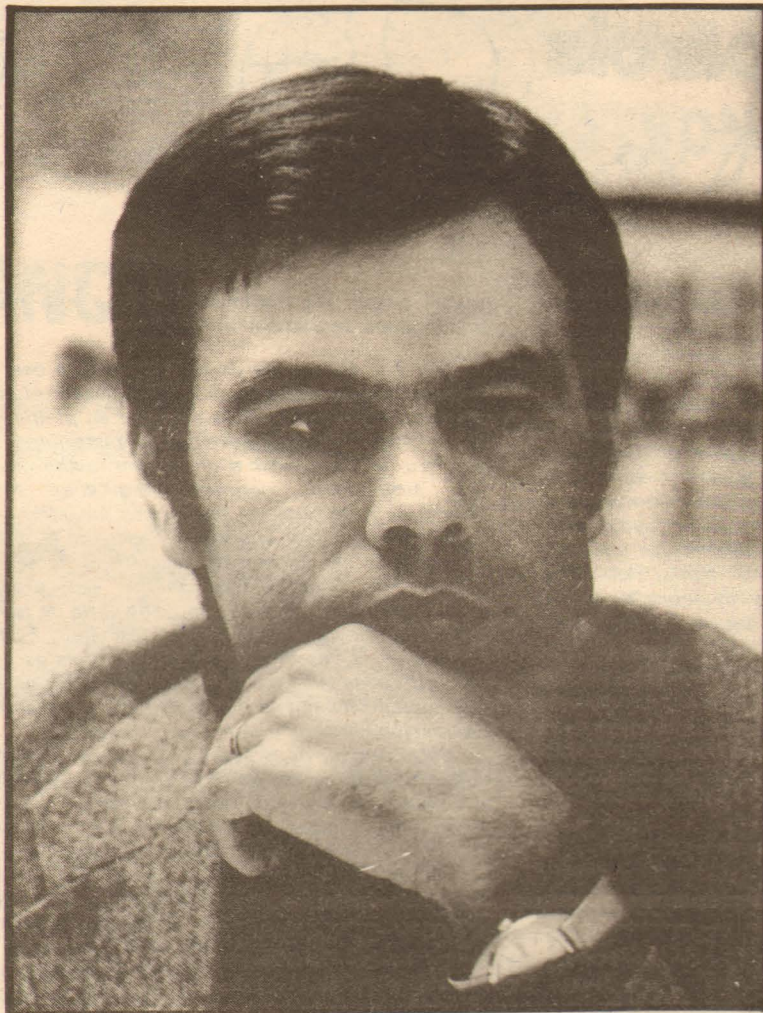
Neutraliser l'armée

● Et l'armée ? Quels éléments concrets permettent au PSOE de croire qu'il peut y avoir un basculement à gauche ou au moins une neutralisation des forces armées espagnoles, quand interviendra la rupture démocratique ?

Plutôt une neutralisation qu'un basculement à gauche. Il y a divers facteurs qui le laissent prévoir. Ainsi il existe un secteur minoritaire mais entouré d'un grand prestige surtout auprès des couches jeunes de l'armée qui a adopté une attitude démocratique. De l'autre côté, il existe une minorité très réduite, influente parmi les couches les plus âgées, qui est liée historiquement à l'instauration du Franquisme. Entre, il y a un ensemble très vaste, assez conservateur mais qui n'incline pour aucune des deux positions et reste en marge de ce qui se passe.

Les militaires démocrates peuvent neutraliser les militaires d'extrême droite afin que l'ensemble de l'armée reste dans une attitude de non intervention. C'est d'ailleurs l'attitude déjà adoptée par l'armée aujourd'hui. La seule chose qui pourrait les remettre en cause c'est qu'il se produise en Espagne ce que les militaires pourraient considérer comme une distorsion grave de la règle du jeu civique, de la vie normale du pays.

● Lors de ta rencontre à Vienne avec Mario Soares, puis au mois de mars dans une conférence de presse que tu as tenue à Madrid tu avais rejeté toute perspective d'union avec le PCE en rejetant le socialisme méditerranéen qui n'est qu'une forme habile de faire passer des fronts populaires. Depuis le PSOE et le



Felipe Gonzales (Fotolib)

PCE se sont retrouvés au sein de la Coordination Démocratique. Est-ce à dire que les rapports entre les deux principaux partis ouvriers espagnols ont évolué ?

L'analyse que j'ai faite à Vienne et que j'ai répétée à de nombreuses reprises depuis, est la position du parti : nous ne croyons pas qu'une politique d'union entre les groupes de gauche soit opportune en ce moment. D'ailleurs sur ce point le PCE pense comme nous. Polariser la vie politique espagnole avec la création d'une sorte de front de la gauche signifierait sans doute l'effondrement de l'opération de récupération des secteurs du réformisme, que j'ai expliquée avant... Et même d'autres secteurs qui ne sont pas liés au réformisme, qui veulent une transformation démocratique, se retourneraient vers le gouvernement en cas d'alliance entre le PCE et le PSOE. Par conséquent nous n'allons pas pratiquer dans l'immédiat une politique de front populaire ; non plus qu'une politique de centre gauche sur le modèle italien.

Un compromis historique à l'espagnole ?

● Mais après que se soit réalisée ce que tu appelles la rupture démocratique ?

Imaginons alors que nous soyons en démocratie. Une alternative de gauche dans ce pays devra dans une première phase regrouper derrière elle un pourcentage très large de la société. Ce n'est pas une alternative qui peut se suffire de 51 % des votes comme cela peut se produire en France. En France, c'est une voie réaliste car le système démocratique —démocratique formel— y est consolidé. En Espagne, non. Il y a 150 ans de traditions putchistes ; cela va être difficile à changer. Par conséquent, il faut rassembler....

Par conséquent il faut rassembler un appui populaire beaucoup plus ample autour d'un programme qui soit un programme de gauche au sens large, un programme progressiste au sens large. C'est notre stratégie.

● Une sorte de compromis historique à l'espagnole ?

Non, car le compromis historique, tel qu'il est proposé par le PCI à la démocratie chrétienne est en fait un pont jeté par dessus la tête du PS italien. Tandis qu'en Espagne vouloir jeter un

pont au dessus de la tête du PSOE serait une entreprise politique irréaliste. Mais en tout état de cause, aujourd'hui les partis doivent se préoccuper davantage de la récupération des libertés démocratiques que d'élaborer des stratégies qui dépendent de facteurs encore inconnus.

L'unité syndicale

● Une des dimensions essentielles de ce que tu appelles la récupération des libertés démocratiques, est la question syndicale. L'exemple portugais a montré que cette question pouvait être une des pierres de touche des rapports entre les partis ouvriers. Pourtant ce premier mai, à Lisbonne a été annoncée la convocation d'un congrès démocratique syndical qui doit déboucher sur l'unification syndicale. Existe-t-il une perspective similaire en Espagne entre l'USO, l'UGT, et les commissions ouvrières ?

Même si de nombreux membres du PSOE militent à l'UGT, nous n'intervenons par directement dans les rapports d'entretien cette centrale avec les autres forces. De plus le panorama est un peu obscurci, car les commissions ouvrières ne sont pas un syndicat mais un mouvement socio-politique dont les frontières sont difficiles à cerner. Comme leur représentativité ou le mode d'élection de ses directions au niveau syndical. La meilleure alternative pour l'Espagne est l'alternative unitaire ; il faut aller vers la construction de l'unité syndicale.

Mais cela passe par la liberté syndicale qui revêt trois aspects fondamentaux : le travailleur a le droit de s'affilier ou non à un syndicat. C'est une condition de l'efficacité de la lutte syndicale. Ensuite, c'est l'ensemble des travailleurs qui doit se prononcer sur l'existence ou non de plusieurs centrales syndicales. Enfin la liberté de l'action syndicale doit être garantie particulièrement pour la négociation ou les grèves. Une fois ces conditions remplies, il faut susciter la création d'une alternative unitaire pour le syndicalisme espagnol.

Vu la spécificité de ce dernier, cette alternative unitaire dépend de deux facteurs : d'abord parvenir à des accords entre les centrales qui existent dans l'illégalité pour coordonner leur action, leurs tactiques et leur stratégie. Ensuite, c'est l'élection démocratique par la base des organismes représentatifs de cette possible centrale unitaire. D'ailleurs dans une première phase, il faudrait

laisser subsister les sigles antérieurs et dans une deuxième phase, laisser subsister les courants idéologiques existant au sein du syndicat. C'est une condition indispensable pour qu'au sein d'une centrale unique règne la liberté et la démocratie entre tous les membres.

La « rupture » et les luttes

● Comment s'intègrent les luttes et les mobilisations dans la perspective de la rupture démocratique ?

Les luttes sociales et la pression populaire sur la structure coercitive de l'Etat ne vont pas suivre une évolution linéaire. Il y aura des hauts et des bas. D'abord parce que le pays dans son ensemble ne peut ni ne veut provoquer des luttes violentes. Les gens savent même s'ils ne le veulent pas qu'une insurrection populaire serait écrasée. Il y a des conditions objectives qui soutiennent ces luttes : l'inflation galopante et l'explosion des revendications sur les libertés depuis la mort de Franco. Face à cette pression populaire, il se produit un phénomène typique de la sortie de la clandestinité des partis politiques et des organisations syndicales. Ces organisations sont des organisations de cadres, réduites. Plusieurs fois, il s'est produit que ces cadres appellent à des manifestations ou à des grèves et que les masses ne répondent pas aux consignes. D'autres fois, il se produit des expressions spontanées. Il n'y a en fait ni spontanéisme total, ni d'organisation assez puissante qui soit sûre que tout le monde suive les appels qu'elle lance. Mais il existe des coïncidences entre la stratégie des organisations et les points forts de la lutte sociale. Les mobilisations sont un facteur indispensable pour opérer la rupture démocratique, mais pour être efficace, cette pression populaire doit être médiée par les organisations politiques afin qu'il n'y ait aucun prétexte pour la répression violente.

● Cela explique-t-il le choix du PSOE et du PCE de ne pas descendre dans la rue le 1^{er} mai ?

Autour du 1^{er} mai, l'extrême droite a mené une véritable campagne de terrorisation de la population en accusant la gauche d'avoir fait entrer des armes par le Portugal. L'attitude de la majorité des organisations a été de ne pas sacrifier les cadres dans une confrontation de rue, qui, contrairement au rassemblement pacifique de Casa de Campo aurait abouti à des affrontements avec la police.

Propos recueillis par
Michel Rovère

● Sous le terme de « réformistes » on désigne aujourd'hui en Espagne l'aile du gouvernement qui veut assurer la transition du post franquisme vers un état fort de façade démocratique. Leys principales têtes de file sont le ministre des affaires étrangères, le Comte de Monrco, et le ministre de l'intérieur Fraga Iribarne. Le « bunker » désigne le clan des jusqu'au boutistes du franquisme pur et dur.

POUR QUE ROUGE VIVE

Souscription

Ancien total	101 542,60
G.B. ROUEN	100,00
C.J.M.	350,00
Braderie Rouge Caen	20,00
Anonyme Arcachon	50,00
L.B. Amiens	100,00
L.M. Quinicy/Senart	300,00
Enseignants Yerre	40,00
J.B. Gandelu	200,00
Sympathisant Dieppe	50,00
J.R. Nice	100,00
N.N. Nice	200,00
Comité Rouge Menton	50,00
C.P. Nice	280,00
Souscription militante	270,00
Militants Santé Rennes	617,00
Nouveau Total	104 269,60